

ACTUALITÉ

DES PROCÉDURES COLLECTIVES

CIVILES ET COMMERCIALES

Supplément au N° 20, 14 décembre 2018

BIMENSUEL - ISSN 1286-4552

Jocelyne VALLANSAN
Professeur

Pierre CAGNOLI
Maître de conférences

Laurence FIN-LANGER
Maître de conférences

Et le Centre de recherche
en droit privé de l'Université
de Caen

TABLES ANNUELLES 2018

Table des auteurs	<i>(page 1)</i>
Index alphabétique général	<i>(page 5)</i>
Table chronologique de jurisprudence	<i>(page 14)</i>
Table chronologique des textes	<i>(page 20)</i>

Récapitulatif par numéro

n° 1 - 15 janvier 2018.....	comm. 1 à 16
n° 2 - 26 janvier 2018.....	comm. 17 à 32
n° 3 - 8 février 2018.....	comm. 33 à 45
n° 4 - 23 février 2018.....	comm. 46 à 61
n° 5 - 9 mars 2018.....	comm. 62 à 74
n° 6 - 23 mars 2018.....	comm. 75 à 88
n° 7 - 6 avril 2018.....	comm. 89 à 99
n° 8 - 20 avril 2018.....	comm. 100 à 118
n° 9 - 14 mai 2018.....	comm. 119 à 134
n° 10 - 31 mai 2018.....	comm. 135 à 150
n° 11 - 15 juin 2018.....	comm. 151 à 165
n° 12 - 29 juin 2018.....	comm. 166 à 180
n° 13 - 20 juillet 2018.....	comm. 181 à 196
n° 14 - 14 septembre 2018.....	comm. 197 à 211
n° 15 - 28 septembre 2018.....	comm. 212 à 226
n° 16 - 14 octobre 2018.....	comm. 227 à 240
n° 17 - 26 octobre 2018.....	comm. 241 à 255
n° 18 - 16 novembre 2018.....	comm. 256 à 269
n° 19 - 29 novembre 2018.....	comm. 270 à 282
n° 20 - 14 décembre 2018.....	comm. 283 à 296

Président-Directeur Général, Directeur de la publication : Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexus.fr

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
marie-france.bonneau@lexisnexus.fr

Chargée d'édition :
Lucie Landais
lucie.landais@lexisnexus.fr

Relations clients :
Tél.: 0171724770
relation.clients@lexisnexus.fr
www.lexisnexus.fr

Abonnement annuel 2019
France métropolitaine : 280,78 € TTC
Prix de vente au numéro : 29,61 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 305,00 € HT Prix de vente au numéro : 35,00 € HT Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexus.fr/>

Commission paritaire
n° 0222 T 80326
N° Impr. 5982 - N° Édit. 5800 Dépôt
Légal à parution
LexisNexus SA
SA au capital de 1 584 800 € 552 029
431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA

Siège social :
141, rue de Javel - 75747 Paris Cedex
15 Evoluprint - Parc industriel Euronord
10 rue du Parc - 31150 Bruguères
Origine du papier : Pologne
Taux de fibres recyclées : 5%
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : PTOT = 0,02 kg/tonne



Guy AMLON, maître de conférences à la faculté de droit de Rouen

- Le comptable public n'est pas le seul destinataire obligé de l'avis contestant la créance qu'il a déclarée (*Contestation de créance*)..... **repère 47** (n° 4 – 23 févr.)

Lionel ANDREU, professeur à la faculté de droit de Poitiers

- Irrecevabilité de la contestation par l'affactureur de l'acquiescement à la revendication d'un vendeur réservataire (*Revendication*)..... **repère 62** (n° 5 – 9 mars)

Olivier ANFRAY, avocat, cabinet Fromont Briens

- Portabilité et liquidation judiciaire : un avis équitable ? (*Protection sociale complémentaire*)..... **repère 1** (n° 1 – 15 janv.)

Aïda BENNINI, maître de conférences en droit privé, UNICAEN

- N'est pas un contrat en cours l'obligation de payer des commissions de courtage nées de contrats apportés par un intermédiaire en assurance, avant sa mise en liquidation judiciaire, et devenues exigibles postérieurement (*Contrats en cours*)..... **alerte 284** (n° 20 – 14 déc.)

Gérard BLANC, professeur émérite à la faculté de droit et de science politique de l'université d'Aix-Marseille (AMU), membre du Centre de droit économique

- La cession de gré à gré s'analyse en une vente par autorité de justice (*Plan de cession et réalisation de l'actif*)..... **alerte 146** (n° 10 – 31 mai)

Régine BONHOMME, agrégée de droit privé et de sciences criminelles

- Un coup d'arrêt de la Cour de cassation à la responsabilité pour soutien abusif ? * (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 149** (n° 10 – 31 mai)

Marie-France BONNEAU, rédacteur en chef de la Lettre Juris-Classeur Actualité des Procédures Collectives et de la Revue des Procédures Collectives

- Mai 2018, une date symbolique... (*Actualité des procédures collectives*)..... **repère 135** (n° 10 – 31 mai)

Nicolas BORGA, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Jean Moulin-Lyon 3

- La reconstitution du gage commun des créanciers à l'épreuve de la déclaration notariée d'insaisissabilité (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 147** (n° 10 – 31 mai)

Véronique BOURGNINAUD, maître de conférences à l'université de Nantes

- Cessation des paiements et groupe de sociétés (*Cessation des paiements*)..... **alerte 138** (n° 10 – 31 mai)

Pierre CAGNOLI, professeur à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe

- En procédures collectives, la connexité n'est pas toujours une condition de la compensation ! (*Créances postérieures - Compensation*)..... **alerte 37** (n° 3 – 8 févr.)
- L'employeur non convoqué dans l'instance prud'homale, visant à fixer une créance d'un salarié au passif de sa procédure collective, peut se prévaloir de l'autorité de chose jugée du jugement rendu (*Salariés*)..... **alerte 71** (n° 5 – 9 mars)
- Par principe, la créance de commission de l'agent commercial naît lors de la conclusion de l'opération commerciale réalisée (*Créances antérieures*)..... **alerte 96** (n° 7 – 6 avr.)
- La liquidation judiciaire peut, parfois, être prononcée sans constat de la cessation des paiements (*Liquidation judiciaire - Conversion de procédure*)..... **alerte 98** (n° 7 – 6 avr.)

- Réalisation d'un immeuble commun : comment contraindre le conjoint à signer la vente, en dépit d'une décision qui lui fait droit (*Liquidation judiciaire - Réalisation de l'actif*)..... **alerte 127** (n° 9 – 14 mai)

- Mai 2018, une date symbolique... (*Actualité des procédures collectives*)..... **repère 135** (n° 10 – 31 mai)

- Le mandataire, désigné par le tribunal pour poursuivre les instances en cours au jour de la clôture de la liquidation judiciaire, peut seul répondre aux demandes de remise relatives aux sommes concernées par ces instances (*Liquidation judiciaire - Clôture - Dessaisissement*)..... **alerte 171** (n° 12 – 29 juin)

- Action en responsabilité pour insuffisance d'actif menée par une majorité de créanciers contrôleurs : la mise en demeure préalable du liquidateur doit être conjointe (*Dirigeants - Sanctions*)..... **alerte 177** (n° 12 – 29 juin)

- Les décisions d'admission au passif ne constituent pas des titres exécutoires (*Créanciers antérieurs - Admission au passif*)..... **alerte 215** (n° 15 – 28 sept.)

- Application rétroactive par la Cour de cassation des dispositions de la loi Sapin II sur la responsabilité des dirigeants pour insuffisance d'actif (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 219** (n° 15 – 28 sept.)

Agnès CERF-HOLLENDER, maître de conférences à l'université de Caen Normandie

- L'attraction de la matière pénale sur la faillite personnelle et l'interdiction de gérer (*Sanctions*)..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)

- Sanctions professionnelles et rétroactivité in mitius (*Sanctions professionnelles*)..... **alerte 194** (n° 13 – 20 juill.)

- Conditions de l'interdiction de gérer dans le cadre d'un contrôle judiciaire (*Dirigeants - Banqueroute*)..... **alerte 221** (n° 15 – 28 sept.)

Marie-Laure COQUELET, professeur agrégé des facultés de droit, université de Paris X-Nanterre

- Contribution aux pertes : l'affirmation du monopole du liquidateur judiciaire ! (*Liquidation judiciaire*)..... **repère 166** (n° 12 – 29 juin)

Christophe DELATTRE, vice-procureur Lille, Section du droit des Affaires et de l'Entreprise

- Poursuite exceptionnelle de la période d'observation et excès de pouvoir (*Période d'observation*)..... **repère 33** (n° 3 – 8 févr.)

- La confidentialité dans la prévention des difficultés (*Prévention*)..... **alerte 136** (n° 10 – 31 mai)

- Le contrôle de la rémunération du conciliateur par la Cour de cassation (*Conciliateur*)..... **repère 256** (n° 18 – 16 nov.)

Sabrina DELRIEU, maître de conférences HDR à l'université de Corse

- La reconstitution du gage commun des créanciers à l'épreuve de la déclaration notariée d'insaisissabilité (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 147** (n° 10 – 31 mai)

Alexandre DUMERY, maître de conférences à l'université catholique de Lille, faculté libre de droit de Paris-La Défense, Centre de recherches sur les relations entre le risque et le droit (C3RD)

- La charge de la preuve de l'absence de convocation du débiteur à la vérification des créances pèse sur le mandataire (*Vérification des créances*)..... **repère 119** (n° 9 – 14 mai)

Thierry FAVARIO, maître de conférences, université Jean Moulin Lyon 3

- L'attraction de la matière pénale sur la faillite personnelle et l'interdiction de gérer (*Sanctions*)..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)

Laurence FIN-LANGER, professeur agrégé, Normandie université, Unicaen, Institut Demolombe, EA 967

- Garantie de l'AGS et date de rupture d'un contrat de travail d'un salarié protégé (*Salariés*) **alerte 11** (n° 1 – 15 janv.)
- Déclaration notariée d'insaisissabilité et reprise des poursuites après la clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actifs (*Clôture de la procédure*) **alerte 14** (n° 1 – 15 janv.)
- Les ordonnances Macron : suite et fin ? (*Salariés*) **alerte 40** (n° 3 – 8 févr.)
- La demande de relevé de forclusion du salarié pour contester le relevé des créances salariales n'a pas à être motivée (*Salariés*) **alerte 70** (n° 5 – 9 mars)
- À quelles conditions une créance fiscale contestée peut-elle être écartée du passif exigible ? (*Cessation des paiements*) **alerte 120** (n° 9 – 14 mai)
- Une intervention de plus en plus exceptionnelle de l'AGS auprès des salariés travaillant à l'étranger (*Salariés*) **alerte 123** (n° 9 – 14 mai)
- Mai 2018, une date symbolique... (*Actualité des procédures collectives*) **repère 135** (n° 10 – 31 mai)
- Quelle est la juridiction compétente pour trancher un conflit en responsabilité intentée par des salariés à l'encontre de la société mère de leur groupe ? (*Salariés*) **alerte 188** (n° 13 – 20 juill.)
- La garantie AGS est réservée aux liquidations judiciaires du livre VI du Code de commerce (*Salariés*) **alerte 192** (n° 13 – 20 juill.)

Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice, directeur de l'Institut d'études judiciaires

- Les « pouvoirs juridictionnels » du juge-commissaire (*Organes - Juge-commissaire*) **alerte 139** (n° 10 – 31 mai)

Christine GAILHBAUD, docteur en droit, avocat au barreau de Grasse, maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis, membre du CERDP

- L'arrêt du 2 mars 2004 et la rupture d'un contrat de travail dans une entreprise en liquidation judiciaire (*Salariés*) **alerte 144** (n° 10 – 31 mai)

Bertille GHANDOUR, maître de conférences, université Picardie Jules Verne

- La confidentialité dans la prévention des difficultés (*Prévention*) **alerte 136** (n° 10 – 31 mai)
- Quelle prescription pour l'action en paiement contre la caution d'une créance admise à la liquidation judiciaire clôturée ? (*Caution*) **repère 212** (n° 15 – 28 sept.)
- Le rejet de la demande de clôture de la liquidation : une mesure d'administration judiciaire ? (*Liquidation judiciaire*) **repère 282** (n° 20 – 14 déc.)

Laurence-Caroline HENRY, avocat général à la Cour de cassation en service extraordinaire, professeur agrégé

- Centre des intérêts principaux et transfert du siège statutaire (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 137** (n° 10 – 31 mai)
- Achèvement de l'adaptation du droit français au règlement (UE) n° 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité (*Procédures d'insolvabilité*) **repère 197** (n° 14 – 14 sept.)

Philippe HOONAKKER, Avocat, professeur à l'université de Strasbourg

- Liquidation judiciaire : la reprise d'une saisie immobilière en cours est exclusive de la vente amiable sur autorisation judiciaire (*Liquidation judiciaire*) **repère 151** (n° 11 – 15 juin)

Caroline HOUIN-BRESSAND, professeur à l'université de Lorraine

- Rupture du contrat continué : qui dit résiliation de plein droit ne dit pas résiliation instantanée (*Contrat en cours*) **repère 227** (n° 16 – 14 oct.)

David JACOTOT, maître de conférences HDR à l'université de Bourgogne Franche Comté, membre du laboratoire de droit du sport (CREDIMI-UMR)

- L'arrêt du 2 mars 2004 et la rupture d'un contrat de travail dans une entreprise en liquidation judiciaire (*Salariés*) **alerte 144** (n° 10 – 31 mai)

Maud LAROCHE, maître de conférences à l'université Rouen Normandie

- La revendication des choses fongibles, entre lumières et ombres (*Revendication*) **alerte 142** (n° 10 – 31 mai)

Thierry LE BARS, professeur à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe

- Le fait qu'une saisie soit pratiquée sur les rémunérations du débiteur à raison de la seule dette composant son passif et qu'il dispose encore de la portion non saisissable n'implique pas qu'il puisse faire face à ses dettes (*Surendettement - Caractérisation*) **alerte 167** (n° 12 – 29 juin)

Pierre-Michel LE CORRE, professeur agrégé à l'université de Nice Sophia Antipolis, directeur du Master 2 Administration et liquidation des entreprises en difficulté, membre du CERDP (EA n° 1201)

- La reconstitution du gage commun des créanciers à l'épreuve de la déclaration notariée d'insaisissabilité (*Liquidation judiciaire*) **alerte 147** (n° 10 – 31 mai)

Emmanuelle LE CORRE-BROLY, maître de conférences HDR, université Côte d'Azur, membre du CERDP (EA 1201), faculté de droit de Nice

- La revendication des choses fongibles, entre lumières et ombres (*Revendication*) **alerte 142** (n° 10 – 31 mai)

Christine LEBEL, maître de conférences HDR (CRJFC, EA 3225), UFR SJEPEG (université de Franche-Comté), vice-président de l'Association française de droit rural

- Durée du plan d'une exploitation agricole (*Plan de redressement*) **repère 18** (n° 2 – 26 janv.)

Stéphane LECLERC, Maître de conférences à l'Université de Caen-Normandie

- Précisions sur l'obligation d'information des États membres envers la Commission en matière de récupération des aides d'État (*Récupération des aides illégalement versées*) **alerte 97** (n° 7 – 6 avr.)

Dominique LEGAIS, professeur à l'université René Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG

- Un coup d'arrêt de la Cour de cassation à la responsabilité pour soutien abusif ? * (*Responsabilité du banquier*) **alerte 149** (n° 10 – 31 mai)

François LEGRAND, mandataire judiciaire, président d'honneur de l'IFPPC, chargé d'enseignement à la Faculté de Pau et des Pays de l'Adour

- Vers une remise en cause de l'indépendance des professionnels de l'insolvabilité ? (*Liquidation judiciaire*) **repère 89** (n° 7 – 6 avr.)

Véronique LEGRAND, maître de conférences HDR, université de Caen Normandie, CRDP

- Référé probatoire : le secret bancaire n'est pas toujours opposable (*Responsabilité du banquier*) **alerte 32** (n° 2 – 26 janv.)

- EIRL en difficulté : extension de procédure au patrimoine non affecté en cas d'absence d'état descriptif du patrimoine affecté dans la déclaration d'affectation (*Extension de procédure - EIRL*) **alerte 76** (n° 6 – 23 mars)

Jean-Pierre LEGROS, professeur à l'université de Franche-Comté

- La subsidiarité de l'obligation aux dettes sociales à l'épreuve de la liquidation judiciaire (*Sociétés*) **alerte 145** (n° 10 – 31 mai)

Jérôme LEPROVAUX, maître de conférences en droit privé à l'université de Caen Normandie CRDP-UCBN

- La part indivise insaisissable ne permet pas au liquidateur d'agir en partage (*Insaisissabilité et indivision*) **alerte 118** (n° 8 – 20 avr.)

François-Xavier LUCAS, professeur à l'École de droit de la Sorbonne - université Paris 1

- La subsidiarité de l'obligation aux dettes sociales à l'épreuve de la liquidation judiciaire (*Sociétés*) **alerte 145** (n° 10 – 31 mai)

Francine MACORIG-VENIER, professeur à l'université Toulouse I Capitole

- Irrégularité de la déclaration et extinction de la créance : un faux pas de la Cour de cassation ! (*Créanciers antérieurs*) **alerte 140** (n° 10 – 31 mai)

Laurence MAUGER-VIELPEAU, maître de conférences à l'université de Caen Normandie

- En cas de vente de gré à gré de l'immeuble du débiteur en liquidation judiciaire, aucune obligation de renseignement et de conseil ne pèse sur le liquidateur (*Réalisation d'actif*) **alerte 39** (n° 3 – 8 févr.)

Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur à l'université Paris 2, Panthéon Assas

- Centre des intérêts principaux et transfert du siège statutaire (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 137** (n° 10 – 31 mai)

Jean-Christophe PAGNUCCO, professeur à l'université de Caen Normandie, doyen de la faculté de droit, directeur du Master 2 Droit des Affaires, DJCE

- La subsidiarité de l'obligation aux dettes sociales à l'épreuve de la liquidation judiciaire (*Sociétés*) **alerte 145** (n° 10 – 31 mai)

Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre de l'université de Montpellier

- Un créancier postérieur atypique : le propriétaire dont le bien a été revendu (*Créanciers postérieurs*) **alerte 141** (n° 10 – 31 mai)

Philippe PÉTEL, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Montpellier

- Un créancier postérieur atypique : le propriétaire dont le bien a été revendu (*Créanciers postérieurs*) **alerte 141** (n° 10 – 31 mai)

Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe (EA 967)

- Groupe de sociétés, sous-traitance, recours à des techniciens : incidence sur la rémunération des organes de la procédure (*Organes*) **alerte 19** (n° 2 – 26 janv.)
- Le contrat de concession d'un emplacement du domaine public n'a pas la nature d'un bail d'immeuble utilisé pour l'activité de l'entreprise (*Contrat en cours*) **alerte 22** (n° 2 – 26 janv.)
- Impôt sur les sociétés : prise en compte des abandons de créances consentis au profit d'une entreprise en difficulté en matière de report en avant des déficits (*Fiscalité*) **alerte 80** (n° 6 – 23 mars)
- Incidence de la révocation sur l'appréciation de la faute de gestion (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 84** (n° 6 – 23 mars)
- Mai 2018, une date symbolique... (*Actualité des procédures collectives*) **repère 135** (n° 10 – 31 mai)
- Régler les dettes d'un débiteur en redressement judiciaire fait naître une créance postérieure utile (*Créance postérieure utile*) **alerte 155** (n° 11 – 15 juin)
- Le principe de proportionnalité traduit une exigence de motivation (*Responsabilité pour insuffisance*

d'actif) **alerte 163** (n° 11 – 15 juin)

- Conversion d'une sauvegarde : comment apprécier l'état de cessation des paiements ? (*Conditions d'ouverture de la procédure*) **alerte 198** (n° 14 – 14 sept.)
- Approbation des règles professionnelles établies par le Conseil national des administrateurs et mandataires judiciaires (*Organes*) **alerte 199** (n° 14 – 14 sept.)
- Des délais de paiement accordés au locataire surendetté (*Mesures de traitement*) **alerte 283** (n° 20 – 14 déc.)
- Cotisations sociales impayées : l'URSSAF peut-elle agir contre l'associé soumis au régime des TNS ? (*Sort des créanciers*) **alerte 288** (n° 20 – 14 déc.)

Corinne REGNAUT-MOUTIER, professeur

- Mai 2018, une date symbolique... (*Actualité des procédures collectives*) **repère 135** (n° 10 – 31 mai)

Florence REILLE, maître de conférences à l'université de Toulon, membre du CDPC Jean-Claude Escarras (UMR-CNRS 7318)

- Un créancier postérieur atypique : le propriétaire dont le bien a été revendu (*Créanciers postérieurs*) **alerte 141** (n° 10 – 31 mai)

David ROBINE, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense

- Centre des intérêts principaux et transfert du siège statutaire (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 137** (n° 10 – 31 mai)

Blandine ROLLAND, professeur à l'université de Haute-Alsace, CERDACC (EA 3992)

- Les « pouvoirs juridictionnels » du juge-commissaire (*Organes - Juge-commissaire*) **alerte 139** (n° 10 – 31 mai)
- Il faut respecter la procédure en matière de conversion décidée d'office par le tribunal ! (*Liquidation judiciaire*) **repère 181** (n° 13 – 20 juill.)

Marie-Noëlle ROUSPIDE-KATCHADOURIAN, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, Institut Demolombe, EA 967

- L'arrêt du 2 mars 2004 et la rupture d'un contrat de travail dans une entreprise en liquidation judiciaire (*Salariés*) **alerte 144** (n° 10 – 31 mai)

Philippe ROUSSEL GALLE, professeur à l'université Paris Descartes, co-directeur de la Revue des procédures collectives

- Prêt d'argent et contrats en cours : quand le désordre produit de l'ordre (*Contrats en cours*) **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

Pascal RUBELLIN, maître de conférences à la faculté de droit de Poitiers

- Pouvoir du juge-commissaire et déclaration des intérêts à échoir (*Déclaration de créance*) **repère 100** (n° 8 – 20 avr.)

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole

- Irrégularité de la déclaration et extinction de la créance : un faux pas de la Cour de cassation ! (*Créanciers antérieurs*) **alerte 140** (n° 10 – 31 mai)
- L'article 1799-1 du Code civil résiste à « l'impérialisme » des procédures collectives ! (*Contrats en cours*) **repère 270** (n° 19 – 29 nov.)

Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université de Bordeaux, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP

- Cessation des paiements et groupe de sociétés (*Cessation des paiements*) **alerte 138** (n° 10 – 31 mai)

Karim SALHI, maître de conférences à l'université de Caen Normandie, membre de l'institut Demolombe (EA 967)

- L'ordonnance du juge-commissaire ordonnant la vente par voie d'adjudication judiciaire d'un immeuble

du débiteur placé en liquidation peut être frappée de péremption. Le juge de l'exécution est compétent pour proroger les effets de cette ordonnance (Réalisation de l'actif) **alerte 159** (n° 11 – 15 juin)

• Prononcé d'office d'une liquidation judiciaire après rejet du plan de redressement : il faut respecter la procédure de l'article R. 631-3 du Code de commerce (Procédure) **alerte 208** (n° 14 – 14 sept.)

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV

• Procédure d'insolvabilité secondaire et interdiction de gérer : bis repetita ? (Procédure d'insolvabilité) **repère 75** (n° 6 – 23 mars)

Olivier STAES, maître de conférences à l'université de Toulouse I Capitole, membre du CDA

• Les « pouvoirs juridictionnels » du juge-commissaire (Organes - Juge-commissaire) **alerte 139** (n° 10 – 31 mai)

Julien THÉRON, professeur à l'université de Toulouse I Capitole

• Irrégularité de la déclaration et extinction de la créance : un faux pas de la Cour de cassation ! (Créanciers antérieurs) **alerte 140** (n° 10 – 31 mai)

Mathieu THIBERGE, maître de conférences à l'université Caen Normandie, membre de l'Institut Demolombe, EA 967

• La mise à l'écart de la clause de solidarité du bail commercial ne profite qu'au cédant soumis à une procédure collective, et non au cessionnaire du bail devenu à son tour cédant (Contrats en cours) **alerte 4** (n° 1 – 15 janv.)

• La présence de fonds suffisants n'oblige pas l'administrateur à poursuivre le bail en cours (Contrats

en cours) **alerte 63** (n° 5 – 9 mars)

• Prêt d'argent et contrats en cours : quand le désordre produit de l'ordre (Contrats en cours) **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

Béatrice THULLIER, professeur à l'université Paris Ouest Nanterre-La Défense, codirectrice du CEDCACE

• Prêt d'argent et contrats en cours : quand le désordre produit de l'ordre (Contrats en cours) **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

• Solidarité fiscale et responsabilité pour insuffisance d'actif : le cumul est possible (Responsabilité pour insuffisance d'actif) **repère 241** (n° 17 – 26 oct.)

Jocelyne VALLANSAN, conseiller à la Cour de cassation

• Le débiteur bénéficie d'un droit propre à contester l'ordonnance qui autorise le liquidateur à transiger... dans certains cas (Dessaisissement) **alerte 55** (n° 4 – 23 févr.)

• Absence de transfert de la QPC demandant l'abrogation des articles L. 622-7 et L. 624-3, alinéa 2, du Code de commerce (Vérification des créances) **alerte 107** (n° 8 – 20 avr.)

• Le crédit-bailleur bénéficie d'une situation originale dans la procédure collective de son crédit-preneur (Propriétaire de biens meubles) **alerte 111** (n° 8 – 20 avr.)

• Mai 2018, une date symbolique... (Actualité des procédures collectives) **repère 135** (n° 10 – 31 mai)

Denis VOINOT, professeur à l'université Lille 2, codirecteur du Centre René Demogue - CRDP & D, directeur du Master 2 Droit des contrats et recouvrement des créances

• La confidentialité dans la prévention des difficultés (Prévention) **alerte 136** (n° 10 – 31 mai)

A

ABANDON DE CRÉANCE

Report en avant des déficits
Interprétation
Constitutionnalité **alerte 80** (n° 6 – 23 mars)

ACTE DE GESTION COURANTE

Notion
Passation de commandes
Montant important **alerte 2** (n° 1 – 15 janv.)

ACTION EN FAILLITE PERSONNELLE

Non-exécution d'une condamnation en insuffisance d'actif
Prescription **alerte 282**

ACTION EN RELEVÉ DE FORCLUSION

Copropriété en difficulté **alerte 24**

ACTION EN RESPONSABILITÉ

Reconstitution du gage commun des créanciers (non)
Qualité pour agir du débiteur redevenu in bonis
Clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif **alerte 292**

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Action des contrôleurs
Mise en demeure préalable du liquidateur
Modalités **alerte 177**
Date d'appréciation de l'insuffisance d'actif **alerte 162**
Faute de gestion
Remboursement des comptes courants d'associés **alerte 161**
Montant de la condamnation
Limite
Montant de l'insuffisance d'actif **alerte 178**
Principe de proportionnalité
Contrôle de la Cour de cassation **alerte 163**

ACTION RÉVOCATOIRE

Compétence
Tribunal de la procédure **alerte 165** (n° 11 – 15 juin)

ACTUALITÉ DES PROCÉDURES COLLECTIVES

..... **repère 135** (n° 10 – 31 mai)

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Mission d'assistance
Acte de gestion courante
Passation de commandes **alerte 2** (n° 1 – 15 janv.)
Rémunération
Bilan économique et social **alerte 94** (n° 7 – 6 avr.)
Designation d'un technicien
Prise en charge de ses émoluments **alerte 19** (n° 2 – 26 janv.)
Groupe de sociétés
Designation dans les différentes procédures **alerte 19** (n° 2 – 26 janv.)
Responsabilité
Faute de gestion
Prescription **alerte 79** (n° 6 – 23 mars)

ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES JUDICIAIRES

Règles professionnelles **alerte 199** (n° 14 – 14 sept.)

ADMISSION DES CRÉANCES

Appel
Droit propre du débiteur **alerte 36** (n° 3 – 8 févr.)
Indivisibilité **alerte 224** (n° 15 – 28 sept.)
Autorité de chose jugée
Calcul définitif des intérêts d'un prêt
Trop-perçu **alerte 51** (n° 4 – 23 févr.)
Contestation
Appel
Nécessité d'intimer le mandataire judiciaire **alerte 5** (n° 1 – 15 janv.)
Sursis à statuer

Créance garantie
Pourvoi en cassation **alerte 49** (n° 4 – 23 févr.)
Garantie autonome

Indivisibilité
Action récursoire **alerte 53** (n° 4 – 23 févr.)
Voies de recours **alerte 67** (n° 5 – 9 mars)

Incompétence du juge-commissaire
Indivisibilité du litige **alerte 214** (n° 14 – 14 sept.)
Saisine de la juridiction compétente
Mise en cause du débiteur **alerte 214** (n° 15 – 28 sept.)

Interversion de la prescription
Caution **repère 212** (n° 15 – 28 sept.)
alerte 218 (n° 15 – 28 sept.)

Jugement définitif constatant la créance
Absence de signification du jugement au débiteur **alerte 286** (n° 20 – 14 déc.)

Ordonnance du juge-commissaire
Irrecevabilité de l'appel
Indivisibilité unissant les parties **alerte 61** (n° 4 – 23 févr.)

Pouvoirs du juge-commissaire
Contestation au fond **alerte 287** (n° 20 – 14 déc.)

Prescription
Action du créancier contre la caution **alerte 253** (n° 17 – 26 oct.)

Réclamation
Indivisibilité de l'appel **alerte 110** (n° 8 – 20 avr.)
Titre exécutoire (non) **alerte 215** (n° 15 – 28 sept.)

AGRICULTEUR

Notion
Gérant associé d'une EARL **alerte 246** (n° 17 – 26 oct.)
Personne physique
EARL **repère 18** (n° 2 – 26 janv.)
..... **alerte 26** (n° 2 – 26 janv.)

AGS

Étendue de la garantie
Créance salariale établie par une décision de justice exécutoire **alerte 278** (n° 19 – 29 nov.)

AIDE D'ÉTAT

Récupération
Obligation d'information envers la Commission **alerte 97** (n° 7 – 6 avr.)

ALLOCATION DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

..... **alerte 216** (n° 15 – 28 sept.)

APPEL

Irrecevabilité
Appel formé par le débiteur sans l'assistance de l'administrateur judiciaire
Absence d'interruption du délai d'appel **alerte 269** (n° 18 – 16 nov.)

APPLICATION DE LA LOI DANS LE TEMPS

Absence de déclaration de la cessation des paiements
Rétroactivité in mitius **alerte 59** (n° 4 – 23 févr.)

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Bien indivis
Affectation hypothécaire **alerte 169** (n° 12 – 29 juin)
Demande en paiement
Notion
Attribution judiciaire de l'immeuble hypothéqué **alerte 233** (n° 16 – 14 oct.)
Instance en référé
Demande de provision **alerte 234** (n° 16 – 14 oct.)
Jugement condamnant le débiteur à payer une somme d'argent
Demande d'arrêt de l'exécution provisoire
Irrecevabilité **alerte 183** (n° 13 – 20 juill.)

ARRÊT DU COURS DES INTÉRÊTS

Prêt d'une durée supérieure à un an
Sous-caution **alerte 42** (n° 3 – 8 févr.)

ASSIGNATION EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Abus du droit d'agir en justice alerte 90 (n° 7 – 6 avr.)

ASSOCIÉS

Obligation aux dettes sociales
Mise en oeuvre
Sociétés à risque illimité. alerte 145 (n° 10 – 31 mai)

B

BAIL COMMERCIAL

Cession en liquidation judiciaire
Clause de garantie du cédant
Survivance alerte 4 (n° 1 – 15 janv.)

BANQUEROUTE

Champ d'application
Polynésie française alerte 195 (n° 13 – 20 juill.)
Faillite personnelle
Inconstitutionnalité alerte 15 (n° 1 – 15 janv.)
Qualité pour agir
Société algérienne ayant un établissement en France
Designation de plusieurs liquidateurs judiciaires alerte 131 (n° 9 – 14 mai)

BIEN INDIVIS

Affectation hypothécaire
Arrêt des poursuites individuelles alerte 169 (n° 12 – 29 juin)

C

CAUTION

Cautionnement disproportionné
Caractérisation
Appréciation au jour de l'engagement alerte 116 (n° 8 – 20 avr.)
Clôture de la liquidation judiciaire
Action en paiement contre le débiteur
Prescription repère 212 (n° 15 – 28 sept.)
alerte 218 (n° 15 – 28 sept.)
Décharge de la caution
Absence de déclaration de la créance principale
Charge de la preuve de l'absence de préjudice alerte 156 (n° 11 – 15 juin)
Droit de poursuite du créancier
Admission des créances alerte 68 (n° 5 – 9 mars)

CAUTIONNEMENT

Disproportion
Appréciation
Revenus provenant de l'activité de la société cautionnée alerte 235 (n° 16 – 14 oct.)
Étendue
Absorption de sociétés
Transmission universelle du patrimoine alerte 117 (n° 8 – 20 avr.)
Faute du créancier
Préjudice pour la caution alerte 54 (n° 4 – 23 févr.)
Poursuite de la caution
Adoption du plan de redressement alerte 41 (n° 3 – 8 févr.)

CESSATION DES PAIEMENTS

Absence de déclaration
Caractère volontaire
Rétroactivité in mitius alerte 59 (n° 4 – 23 févr.)
Sanction
Interdiction de gérer alerte 129 (n° 9 – 14 mai)
Actif disponible
Avances en compte courant alerte 228 (n° 16 – 14 oct.)
Action en report
Appréciation de la date alerte 249 (n° 17 – 26 oct.)
Vérification des créances alerte 248 (n° 17 – 26 oct.)
Appréciation
Groupe de sociétés alerte 138 (n° 10 – 31 mai)
Caractérisation
Actif disponible
Précision alerte 106 (n° 8 – 20 avr.)
Fonds disponibles sur un compte à l'étranger
Nécessité de caractériser l'impossibilité de transférer les fonds alerte 91 (n° 7 – 6 avr.)

Commerçant radié alerte 229 (n° 16 – 14 oct.)
Passif exigible
Créance contestée
Procédure de contestation alerte 120 (n° 9 – 14 mai)

CESSION DE GRÉ À GRÉ

Nature juridique
Liquidation judiciaire
Vente par autorité de justice. alerte 146 (n° 10 – 31 mai)

CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Machine à sous
Règlementation des jeux dans les casinos
Obligation de fournir aux casinos des machines neuves alerte 280 (n° 19 – 29 nov.)
Opposabilité au débiteur
Acceptation de la clause avant la livraison
Signature d'une quittance subrogative alerte 204 (n° 14 – 14 sept.)
Reprise du bien en nature
Valeur du bien excédant le montant de la dette garantie encore exigible alerte 113 (n° 8 – 20 avr.)
Subrogation
Signature d'une quittance subrogative par le débiteur alerte 204 (n° 14 – 14 sept.)

CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

Reprise des poursuites
Déclaration notariée d'insaisissabilité alerte 14 (n° 1 – 15 janv.)

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Caution
Action en paiement contre le débiteur
Prescription repère 212 (n° 15 – 28 sept.)
alerte 218 (n° 15 – 28 sept.)

CO-EMPLOI

Caractérisation alerte 175 (n° 12 – 29 juin)

COMMISSAIRE À L'EXÉCUTION DU PLAN

Qualité pour agir
Action en remboursement de surfacturations postérieures à l'arrêt du plan
Action dans l'intérêt collectif des créanciers (non) alerte 263 (n° 18 – 16 nov.)

COMMISSAIRE DE JUSTICE

Formation alerte 95 (n° 7 – 6 avr.)

COMPENSATION

Connexité
Créance non soumise à l'interdiction des poursuites alerte 37 (n° 3 – 8 févr.)

COMPÉTENCE

Action en responsabilité
Lien direct avec la procédure d'insolvabilité
Comités de créanciers alerte 88 (n° 6 – 23 mars)
Action en responsabilité des salariés contre la société mère alerte 188 (n° 13 – 20 juill.)
Extension de compétence
Tribunal de la procédure collective
Règles propres à la procédure collective alerte 222 (n° 15 – 28 sept.)
Juridiction administrative
Décharge des cotisations foncières
Contribuable en procédure collective alerte 87 (n° 6 – 23 mars)
Procédures collectives successives
Tribunal de la procédure initiale alerte 223 (n° 15 – 28 sept.)
Redressement judiciaire après résolution du plan
Groupe de sociétés alerte 223 (n° 15 – 28 sept.)
Tribunal de la procédure collective
Action en concurrence déloyale
Procédure d'insolvabilité alerte 44 (n° 3 – 8 févr.)

CONCILIATEUR

Rémunération
Contrôle du juge repère 256 (n° 18 – 16 nov.)
alerte 259 (n° 18 – 16 nov.)

CONTESTATION DE CRÉANCE

- Absence de réponse à la proposition de rejet**
Instance en cours..... **alerte 285** (n° 20 – 14 déc.)
- Absence de réponse du créancier**
Constitutionnalité..... **alerte 107** (n° 8 – 20 avr.)
- Créance publique**
Notification de la contestation
Siège de l'établissement public. **repère 47** (n° 4 – 23 févr.)
..... **alerte 50** (n° 4 – 23 févr.)
- Incompétence du juge-commissaire**..... **alerte 108** (n° 8 – 20 avr.)

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

- Rupture du contrat**
Liquidation judiciaire..... **alerte 217** (n° 15 – 28 sept.)

CONTRAT DE PRÊT

- Régime juridique**
Contrat en cours..... **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

CONTRAT DE TRAVAIL

- Clause aménageant la prescription**
Validité..... **alerte 10** (n° 1 – 15 janv.)

CONTRAT EN COURS

- Bail**
Non-continuation
Fonds disponibles..... **alerte 63** (n° 5 – 9 mars)
- Concession portant sur le domaine public**
Régime
Exclusion des dispositions relatives au bail..... **alerte 22** (n° 2 – 26 janv.)
- Contrat de travail**
Résiliation du contrat de location-gérance
Transfert des contrats de travail ... **alerte 64** (n° 5 – 9 mars)

- Droit d'option**
Fonds disponibles
Résiliation du contrat **alerte 63** (n° 5 – 9 mars)

- Marché de travaux**
Redressement judiciaire du maître de l'ouvrage
Garantie de paiement . **repère 270** (n° 19 – 29 nov.)
..... **alerte 272** (n° 19 – 29 nov.)

- Notion**
Contrat de courtage
Obligation de payer des commissions **alerte 284** (n° 20 – 14 déc.)
- Contrat de prêt **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

- Poursuite**
Paiement à l'échéance
Résiliation de plein droit **repère 227** (n° 16 – 14 oct.)
..... **alerte 230** (n° 16 – 14 oct.)
- Résiliation de plein droit
Constataion du juge-commissaire **repère 227** (n° 16 – 14 oct.)
..... **alerte 230** (n° 16 – 14 oct.)

- Vente d'immeuble avec transfert de propriété différé**
Résiliation
Restitution du bien **alerte 23** (n° 2 – 26 janv.)

CONTRÔLEUR

- Action en lieu et place du liquidateur**
Action en sanction
Condition **alerte 58** (n° 4 – 23 févr.)
- Action en sanction**
Conditions **alerte 177** (n° 12 – 29 juin)
- Rejet de la candidature d'un créancier**
Voies de recours
Appel du ministère public **alerte 294** (n° 20 – 14 déc.)

COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

- Déclaration de créance**
Action en relevé de forclusion **alerte 24** (n° 2 – 26 janv.)

CRÉANCE ANTÉRIEURE

- Déclaration irrégulière**
Extinction de la sûreté **alerte 140** (n° 10 – 31 mai)

CRÉANCE DE COTISATIONS SOCIALES

- Pénalités, majorations de retard et frais de poursuite**
Remise de plein droit
Compétence du juge-

- commissaire..... **alerte 252** (n° 17 – 26 oct.)
- SCP en redressement judiciaire**
Absence de déclaration au passif de la SCP
Action en paiement contre l'associé soumis au régime des TNS..... **alerte 288** (n° 20 – 14 déc.)

CRÉANCE POSTÉRIEURE UTILE

- Notion**
Financement de la période d'observation
Paiement des dettes du débiteur. **alerte 155** (n° 11 – 15 juin)
- Paiement à l'échéance**
Conditions..... **alerte 274** (n° 19 – 29 nov.)

CRÉANCE PUBLIQUE

- Contestation**
Notification
Comptable public..... **repère 47** (n° 4 – 23 févr.)
..... **alerte 50** (n° 4 – 23 févr.)

CRÉANCE SALARIALE

- Contestation du relevé des créances**
Relevé de forclusion
Délai **alerte 70** (n° 5 – 9 mars)
- Créances antérieures au jugement d'ouverture**
Inscription sur l'état des créances ... **alerte 9** (n° 1 – 15 janv.)
- Fixation**
Absence de convocation de l'employeur
Autorité de chose jugée **alerte 71** (n° 5 – 9 mars)
- Clôture de la liquidation judiciaire
Représentation de la société liquidée **alerte 52** (n° 4 – 23 févr.)

CRÉANCIER POSTÉRIEUR

- Créancier hypothécaire**
Déclaration notariée d'insaisissabilité
Effets **alerte 275** (n° 19 – 29 nov.)
- Créancier revendiquant**
Vente du bien par l'administrateur judiciaire **alerte 141** (n° 10 – 31 mai)

CRÉANCIER TITULAIRE DE SÛRETÉ

- Nantissement de comptes bancaires**
Redressement judiciaire du constituant
Réalisation de la sûreté . **alerte 289** (n° 20 – 14 déc.)

CRÉDIT-BAIL

- Publicité**
Transfert de siège social
Revendication **alerte 170** (n° 12 – 29 juin)
- Transfert du siège social du preneur**
Absence de report de l'inscription
Liquidation judiciaire **alerte 262** (n° 18 – 16 nov.)

D

DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES

- Commission de l'agent commercial**
Distinction entre fait générateur et exigibilité **alerte 96** (n° 7 – 6 avr.)

DÉBITEUR PERSONNE PHYSIQUE

- Protection**
Longueur de la procédure
Dessaisissement **alerte 148** (n° 10 – 31 mai)

DÉCLARATION DE CRÉANCE

- Compensation invoquée par le créancier**
Reconnaissance de dette
Prescription **alerte 48** (n° 4 – 23 févr.)
- Déclaration des intérêts**
Intérêts à échoir
Indication du mode de calcul . **alerte 273** (n° 19 – 29 nov.)

Déclaration par le débiteur pour le compte du créancier

- Déclaration incomplète
Présomption de déclaration limitée au contenu de la déclaration **alerte 251** (n° 17 – 26 oct.)

Défaut de déclaration

- Décharge de la caution
Charge de la preuve de l'absence de préjudice **alerte 156** (n° 11 – 15 juin)

Délégation de pouvoirs

Changeement de direction
Maintien de la délégation de pouvoirs..... **alerte 66** (n° 5 – 9 mars)

Forme
 Signature électronique
Validité..... **alerte 65** (n° 5 – 9 mars)

Indemnité de résiliation
 Bail commercial..... **alerte 37** (n° 3 – 8 févr.)

Intérêts..... **repère 100** (n° 8 – 20 avr.)
 **alerte 109** (n° 8 – 20 avr.)

Liquidation judiciaire
 Résolution du plan de cession..... **alerte 158** (n° 11 – 15 juin)

Mandant
 Sommes détenues par le mandataire
Garantie financière professionnelle..... **alerte 232** (n° 16 – 14 oct.)
 **alerte 286** (n° 20 – 14 déc.)

Mesure d'exécution (non)..... **alerte 286** (n° 20 – 14 déc.)

Qualité pour déclarer
 Président de l'ordre professionnel
Cotisations ordinales..... **alerte 182** (n° 13 – 20 juill.)

Résolution du plan de sauvegarde
 Liquidation judiciaire
Déclaration rectificative **alerte 3** (n° 1 – 15 janv.)

DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ

Contestation
 Qualité du liquidateur **alerte 147** (n° 10 – 31 mai)

Insaissabilité de la résidence principale
 Constitutionnalité **alerte 173** (n° 12 – 29 juin)

Opposabilité
 Créancier postérieur
Créancier hypothécaire **alerte 275** (n° 19 – 29 nov.)

Reprise des poursuites..... **alerte 14** (n° 1 – 15 janv.)

DÉFAILLANCE BANCAIRE

Encadrement européen **alerte 34** (n° 3 – 8 févr.)

DÉPÔT DES COMPTES SOCIAUX

Injonction de déposer les comptes
 Astreinte **alerte 105** (n° 8 – 20 avr.)

DESSAISSEMENT

Action en paiement contre un associé
 Point de départ de la prescription à l'égard du liquidateur **alerte 28** (n° 2 – 26 janv.)

Action en partage de l'indivision
 Bien déclaré insaisissable
Qualité du liquidateur **alerte 118** (n° 8 – 20 avr.)

Avocat
 Demande de fixation d'honoraires
Administrateur provisoire **alerte 202** (n° 14 – 14 sept.)

Droit propre
 Vérification des créances **alerte 214** (n° 15 – 28 sept.)
 Voies de recours
Ordonnance autorisant le liquidateur à transiger **alerte 55** (n° 4 – 23 févr.)

Effets
 Prescription
Absence de suspension des délais **alerte 38** (n° 3 – 8 févr.)

Procédure fiscale en cours
 Proposition de rectification
Notification au débiteur **alerte 27** (n° 2 – 26 janv.)

Vente d'un immeuble par le débiteur
 Inopposabilité
Ratification par le liquidateur impossible **alerte 157** (n° 11 – 15 juin)

DROIT DE RÉTENTION

Opposabilité aux tiers non tenus à la dette **alerte 21** (n° 2 – 26 janv.)

E

EIRL

Absence de liste des biens affectés
 Faute grave
Extension de procédure **alerte 76** (n° 6 – 23 mars)

Déclaration d'affectation
 Absence de liste des biens affectés
Faute grave **alerte 76** (n° 6 – 23 mars)

Éligibilité au surendettement des particuliers
 Bonne foi
Absence de déclaration d'un bien figurant dans le patrimoine affecté **alerte 242** (n° 17 – 26 oct.)

EXTENSION DE PROCÉDURE

EIRL
 Faute grave
Absence de liste des biens affectés..... **alerte 76** (n° 6 – 23 mars)

F

FAILLITE PERSONNELLE

Absence d'activité de la société
 Interdiction de gérer..... **alerte 130** (n° 9 – 14 mai)

Cumul de sanctions civiles et pénales
 Validité..... **alerte 179** (n° 12 – 29 juin)

Demande d'exequatur
 Demande incidente..... **alerte 74** (n° 5 – 9 mars)

FAILLITE PERSONNELLE ET INTERDICTION DE GÉRER

Principe de proportionnalité..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)
Rétroactivité in mitius..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)

FISCALITÉ

Abandon de créance
 Report en avant des déficits..... **alerte 80** (n° 6 – 23 mars)

Report en arrière des déficits
 Domaine **alerte 81** (n° 6 – 23 mars)

G

GARANTIE AUTONOME

Action récursoire
 Admission de la créance au passif **alerte 53** (n° 4 – 23 févr.)

GARANTIE DES SALAIRES

Champ d'application
 Dissolution de société
Société in bonis **alerte 192** (n° 13 – 20 juill.)

Créance salariale établie par une décision de justice exécutoire **alerte 278** (n° 19 – 29 nov.)

Date de la rupture du contrat de travail
 Salarié protégé **alerte 11** (n° 1 – 15 janv.)

Étendue
 Indemnité pour travail dissimulé **alerte 25** (n° 2 – 26 janv.)

Institution de garantie compétente
 Salarié travaillant à l'étranger **alerte 123** (n° 9 – 14 mai)

Nullité du contrat de travail
 Nullité de la période suspecte
Caractère déséquilibré **alerte 114** (n° 8 – 20 avr.)

Plafond de garantie
 Critère
Date de naissance des créances **alerte 115** (n° 8 – 20 avr.)

Poursuite des contrats de travail
 Résiliation du contrat de location-gérance
Transfert des contrats de travail **alerte 64** (n° 5 – 9 mars)

Prélèvement de l'impôt à la source **alerte 236** (n° 16 – 14 oct.)

GARANTIE FINANCIÈRE

PROFESSIONNELLE

Nature
 Concours (non)
Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce **alerte 176** (n° 12 – 29 juin)

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Co-emploi
 Caractérisation **alerte 175** (n° 12 – 29 juin)

Licenciement économique
 Appréciation du motif économique
Liquidation judiciaire **alerte 186** (n° 13 – 20 juill.)

Pluralité de procédures
 Rémunération de l'administrateur judiciaire **alerte 19** (n° 2 – 26 janv.)

Responsabilité de la société mère
 Responsabilité à l'égard des salariés
Interdiction des poursuites individuelles **alerte 175** (n° 12 – 29 juin)

H

HUISSIER DE JUSTICE OU COMMISSAIRE-PRISEUR JUDICIAIRE

Liquidateur ou d'assistant du juge commis
 Contrôle **repère 89** (n° 7 – 6 avr.)

..... alerte 92 (n° 7 – 6 avr.)

I

INSAISSABILITÉ DE LA RÉSIDENCE PRINCIPALE

Déclaration notariée d'insaisissabilité
Constitutionnalité..... alerte 173 (n° 12 – 29 juin)

INSTANCE EN COURS

Contestation de créance..... alerte 285 (n° 20 – 14 déc.)

Fixation d'une créance salariale
Clôture de la liquidation judiciaire..... alerte 52 (n° 4 – 23 févr.)

Instance prud'homale
Poursuite..... alerte 190 (n° 13 – 20 juill.)

Interruption
Qualité pour se prévaloir de l'interruption..... alerte 6 (n° 1 – 15 janv.)

Interruption au bénéfice du débiteur
Péremption de l'instance non reprise par le créancier..... alerte 121 (n° 9 – 14 mai)

Mandataire désigné pour la poursuite des instances en cours
Pouvoirs..... alerte 171 (n° 12 – 29 juin)

INSTANCE PRUD'HOMALE

Fixation des créances salariales
Absence de convocation de l'employeur
Autorité de chose jugée..... alerte 71 (n° 5 – 9 mars)

INSTANCE PRUD'HOMALE EN COURS

Absence de convocation du liquidateur et de l'AGS
Absence d'information de la juridiction de l'ouverture d'une procédure collective..... alerte 99 (n° 7 – 6 avr.)

INTERDICTION DE GÉRER

Absence de coopération
Absence de preuve
Principe de proportionnalité..... alerte 178 (n° 12 – 29 juin)

Absence de déclaration de cessation des paiements
Existence d'une procédure d'insolvabilité principale..... repère 75 (n° 6 – 23 mars)
..... alerte 85 (n° 6 – 23 mars)
Faillite personnelle..... alerte 129 (n° 9 – 14 mai)
Omission volontaire
Application de la loi dans le temps..... alerte 59 (n° 4 – 23 févr.)
Sciemment
Absence d'application aux procédures en cours..... alerte 30 (n° 2 – 26 janv.)

Contrôle judiciaire
Étendue de l'interdiction..... alerte 221 (n° 15 – 28 sept.)

Faute de gestion
Omission de déclarer une créance..... alerte 86 (n° 6 – 23 mars)

Motivation de la sanction
Constitutionnalité..... alerte 220 (n° 15 – 28 sept.)

Violation de l'interdiction
Sanctions pénales..... alerte 293 (n° 20 – 14 déc.)

INTERDICTION DES PAIEMENTS

Arrangements de rente viagère
Créance antérieure
Créance postérieure non privilégiée..... alerte 203 (n° 14 – 14 sept.)

INTERDICTION DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Compensation
Connexité..... alerte 37 (n° 3 – 8 févr.)

Salariés
Responsabilité de la société mère..... alerte 175 (n° 12 – 29 juin)

J

JUGE CONSULAIRE

Formation initiale..... alerte 200 (n° 14 – 14 sept.)

JUGE-COMMISSAIRE

Pouvoirs
Étendue..... alerte 139 (n° 10 – 31 mai)

L

LICENCIEMENT

Motivation
Précision des motifs..... alerte 8 (n° 1 – 15 janv.)

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Absence de cause réelle et sérieuse
Faillite frauduleuse..... alerte 237 (n° 16 – 14 oct.)
Procédure de sauvegarde..... alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)
Société holding
Remontée excessive de dividendes..... alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)

Cause réelle et sérieuse
Liquidation judiciaire Licenciement économique
Cause réelle et sérieuse
Appréciation des difficultés au niveau du secteur d'activité
Liquidation judiciaire..... alerte 186 (n° 13 – 20 juill.)

Contestation
Prescription..... alerte 277 (n° 19 – 29 nov.)

Demande de dommages-intérêts
Faute de l'employeur
Compétence..... alerte 276 (n° 19 – 29 nov.)

Information du salarié
Contrat de sécurisation professionnelle..... alerte 187 (n° 13 – 20 juill.)

Liquidation judiciaire..... alerte 144 (n° 10 – 31 mai)

Motivation de la lettre de licenciement
Modèles de lettres..... alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)

Plan de sauvegarde de l'emploi
Conditions de mise en oeuvre..... alerte 69 (n° 5 – 9 mars)

Responsabilité de la société holding..... alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)

Responsabilité de la société mère..... alerte 189 (n° 13 – 20 juill.)
Compétence..... alerte 188 (n° 13 – 20 juill.)

Salarié victime d'un accident du travail
Plan de cession..... alerte 82 (n° 6 – 23 mars)

LIVIDATEUR JUDICIAIRE

Exercice des droits et actions du débiteur dessaisi
Action en expulsion
Absence d'enregistrement des droits conférés par le débiteur sur un immeuble..... alerte 264 (n° 18 – 16 nov.)

Monopole de l'action
Contribution aux pertes sociales..... repère 166 (n° 12 – 29 juin)
..... alerte 172 (n° 12 – 29 juin)

Responsabilité
Héritiers
Durée excessive de la procédure..... alerte 78 (n° 6 – 23 mars)

Réalisation de l'actif
Vente de gré à gré..... alerte 39 (n° 3 – 8 févr.)
Reddition de comptes..... alerte 201 (n° 14 – 14 sept.)

LIVIDATION JUDICIAIRE

Action en paiement contre un associé
Point de départ de la prescription à l'égard du liquidateur..... alerte 28 (n° 2 – 26 janv.)

Action en paiement du liquidateur
Prescription
Point de départ..... alerte 13 (n° 1 – 15 janv.)

Action en recouvrement du capital non libéré
Prescription
Point de départ du délai..... alerte 254 (n° 17 – 26 oct.)

Appel
Absence d'avocat
Transmission de pièces hors RPVA..... alerte 45 (n° 3 – 8 févr.)

Cession des contrats
Bail commercial
Clause de garantie du cédant..... alerte 4 (n° 1 – 15 janv.)

Clôture
Dessaisissement
Instance en cours..... alerte 171 (n° 12 – 29 juin)
Instance en cours
Fixation d'une créance salariale..... alerte 52 (n° 4 – 23 févr.)

Clôture pour insuffisance d'actif
Existence d'un actif réalisable..... alerte 148 (n° 10 – 31 mai)

Commerçant radié

Cessation des paiements postérieure à la radiation..... **alerte 229** (n° 16 – 14 oct.)

Contribution aux pertes sociales

Qualité pour agir
Monopole du liquidateur judiciaire..... **repère 166** (n° 12 – 29 juin)
alerte 172 (n° 12 – 29 juin)

Conversion du redressement judiciaire

Saisine d'office..... **repère 181** (n° 13 – 20 juill.)
alerte 193 (n° 13 – 20 juill.)

Conversion du redressement judiciaire après conversion de la sauvegarde

Absence de constatation de la cessation des paiements..... **alerte 98** (n° 7 – 6 avr.)

Désignation d'un huissier de justice ou d'un commissaire-priseur judiciaire

..... **repère 89** (n° 7 – 6 avr.)
alerte 92 (n° 7 – 6 avr.)

Portabilité de la prévoyance

Contestation sérieuse
Référé..... **alerte 72** (n° 5 – 9 mars)

Procédure fiscale en cours

Rôle du liquidateur **alerte 27** (n° 2 – 26 janv.)

Prononcé d'office

Rejet du plan de redressement
Procédure **alerte 208** (n° 14 – 14 sept.)

Prorogation du délai d'examen de la clôture

Rejet de la demande de clôture
Mesure d'administration judiciaire **repère 282** (n° 20 – 14 déc.)
alerte 295 (n° 20 – 14 déc.)

Référé probatoire

Secret bancaire **alerte 32** (n° 2 – 26 janv.)

Reprise de la procédure de saisie immobilière

Ordonnance du juge-commissaire
Contenu **repère 151** (n° 11 – 15 juin)
alerte 160 (n° 11 – 15 juin)

Résolution du plan de redressement

Paiement des dividendes
Contestation de l'origine des fonds **alerte 12** (n° 1 – 15 janv.)

Rupture du contrat de travail

Modalités **alerte 144** (n° 10 – 31 mai)

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

Conversion en liquidation judiciaire de droit commun

Mesure d'administration judiciaire
Absence de recours **alerte 211** (n° 14 – 14 sept.)

LOCATION-GÉRANCE

Résiliation

Retour du fonds lié au propriétaire
Transfert des contrats de travail **alerte 64** (n° 5 – 9 mars)

M

MANDAT AD HOC

Confidentialité **alerte 136** (n° 10 – 31 mai)

Liberté de la presse
Constitutionnalité **alerte 245** (n° 17 – 26 oct.)

MANDATAIRE DE JUSTICE

Émoluments

Contestation
Procédure **alerte 209** (n° 14 – 14 sept.)

Exercice de la profession

Exercice en société
Modification des statuts ou dans la répartition du capital **repère 89** (n° 7 – 6 avr.)
alerte 93 (n° 7 – 6 avr.)

Rémunération

Tarifs réglementés
Révision **alerte 77** (n° 6 – 23 mars)

N

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Acte à titre gratuit translatif de propriété mobilière

Notion
Paiement **alerte 250** (n° 17 – 26 oct.)

Action attitrée

Qualité pour agir
Débiteurs cédés **alerte 267** (n° 18 – 16 nov.)

Contrat de travail

Caractère déséquilibré..... **alerte 114** (n° 8 – 20 avr.)

Défaut de qualité pour agir

Fin de non-recevoir d'ordre public..... **alerte 267** (n° 18 – 16 nov.)

O

OBLIGATION AUX DETTES SOCIALES

Vaines poursuites

Déclaration au passif..... **alerte 145** (n° 10 – 31 mai)

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Groupe de sociétés

Définition
Comité économique et social..... **alerte 40** (n° 3 – 8 févr.)

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

Revendication

Délai de recours
Point de départ..... **alerte 60** (n° 4 – 23 févr.)

ORDONNANCES TRAVAIL

Ratification

..... **alerte 125** (n° 9 – 14 mai)

ORGANES

Désignation

Pouvoirs du tribunal
Rejet de la proposition du ministre public **alerte 247** (n° 17 – 26 oct.)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

Redressement judiciaire

Qualité du débiteur
Gérant associé d'une EARL **alerte 246** (n° 17 – 26 oct.)

P

PÉRIODE D'OBSERVATION

Prolongation exceptionnelle

Excès de pouvoir
Opposition du ministère public ... **repère 33** (n° 3 – 8 févr.)
..... **alerte 35** (n° 3 – 8 févr.)

PLAN DE CESSION

Autorité de chose jugée

Portée
Sûretés **alerte 290** (n° 20 – 14 déc.)

Licenciement d'un salarié repris

Résolution du plan **alerte 238** (n° 16 – 14 oct.)

Licenciement économique

Salarié victime d'un accident du travail ... **alerte 82** (n° 6 – 23 mars)

Nature juridique

Vente par autorité de justice **alerte 146** (n° 10 – 31 mai)

Résolution

Liquidation judiciaire
Déclaration de créance . **alerte 158** (n° 11 – 15 juin)

Transfert d'entreprise

Règlement intérieur **alerte 281** (n° 19 – 29 nov.)

PLAN DE REDRESSEMENT

Durée

EARL **repère 18** (n° 2 – 26 janv.)
alerte 26 (n° 2 – 26 janv.)

Résolution

Paiement des dividendes
Contestation de l'origine des fonds **alerte 12** (n° 1 – 15 janv.)
Voies de recours
Commissaire à l'exécution du plan **alerte 16** (n° 1 – 15 janv.)

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Conditions de mise en oeuvre **alerte 69** (n° 5 – 9 mars)

Contentieux de l'expertise

Compétence
Juridictions administratives **alerte 124** (n° 9 – 14 mai)

PRIVILÈGE DE NEW MONEY

Article L. 650-1 du Code de commerce **alerte 240** (n° 16 – 14 oct.)

Déclaration de créance..... alerte 3 (n° 1 – 15 janv.)

PROCÉDURE

Absence d'avocat

Transmission de pièces hors RPVA..... alerte 45 (n° 3 – 8 févr.)

PROCÉDURE D'ALERTE

Comité d'entreprise..... alerte 244 (n° 17 – 26 oct.)

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Action en concurrence déloyale

Compétence

Tribunal de la procédure collective..... alerte 44 (n° 3 – 8 févr.)

Centre des intérêts principaux

Transfert du siège statutaire..... alerte 137 (n° 10 – 31 mai)

Compétence

Action en responsabilité

Lien direct avec la procédure d'insolvabilité..... alerte 88 (n° 6 – 23 mars)

Tribunal de la procédure

Action en concurrence déloyale..... alerte 164 (n° 11 – 15 juin)

Action révocatoire..... alerte 165 (n° 11 – 15 juin)

Universalité de la procédure principale

Ouverture d'une procédure secondaire

Cessation des paiements..... repère 75 (n° 6 – 23 mars)
alerte 85 (n° 6 – 23 mars)

PROCÉDURE PRUD'HOMALE

Conciliation..... alerte 8 (n° 1 – 15 janv.)

PROCÉDURES D'INSOLVABILITÉ

Adaptation du droit français

Dispositions réglementaires..... repère 197 (n° 14 – 14 sept.)

Règlement (UE) 2015/848

Annexes

Modification..... alerte 260 (n° 18 – 16 nov.)

PROFESSION LIBÉRALE

Avocat

Administration de l'entreprise

Répartition des pouvoirs..... alerte 202 (n° 14 – 14 sept.)

PROFESSIONS RÉGLEMENTÉES

Tarif..... alerte 94 (n° 7 – 6 avr.)

PROTECTION SOCIALE

COMPLÉMENTAIRE

Liquidation judiciaire de l'employeur

Maintien des garanties

Conditions..... repère 1 (n° 1 – 15 janv.)
alerte 7 (n° 1 – 15 janv.)

Portabilité des garanties..... repère 1 (n° 1 – 15 janv.)

alerte 7 (n° 1 – 15 janv.)

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

Entrave aux enchères publiques

Défenses procédurales

Validité de l'honoraire de résultat de l'avocat..... alerte 174 (n° 12 – 29 juin)

Immeuble commun

Droits du conjoint commun en biens..... alerte 127 (n° 9 – 14 mai)

Ordonnance autorisant la cession de matériel

Voies de recours

Bailleur du matériel cédé..... alerte 46 (n° 4 – 23 févr.)

Prix

Taxes et charges

Frais à la charge de l'acquéreur..... alerte 56 (n° 4 – 23 févr.)

Refus du cessionnaire de signer l'acte de vente

Non-réalisation d'une condition suspensive..... alerte 265 (n° 18 – 16 nov.)

Usage

Prix hors taxe

Usage commercial inopposable à la SCI acquéreur..... alerte 126 (n° 9 – 14 mai)

Vente de gré à gré

Responsabilité du liquidateur..... alerte 39 (n° 3 – 8 févr.)

Vente par lots de bien immobiliers

Application de l'accord collectif du 9 juin

1998..... alerte 239 (n° 16 – 14 oct.)

Vente par voie d'adjudication

Compétence

Juge de l'exécution..... alerte 159 (n° 11 – 15 juin)

Ordonnance du juge-commissaire

Péremption..... alerte 159 (n° 11 – 15 juin)

Régime..... alerte 159 (n° 11 – 15 juin)

RÈGLES PROFESSIONNELLES..... alerte 199 (n° 14 – 14 sept.)

RÉPARTITION DES POUVOIRS

Droit propre du débiteur

Fixation d'une créance au passif

Appel..... alerte 36 (n° 3 – 8 févr.)

REPRISE DES POURSUITES

Déclaration notariée d'insaisissabilité..... alerte 14 (n° 1 – 15 janv.)

RESPONSABILITÉ DE L'ADMINISTRATEUR ET DU MANDATAIRE JUDICIAIRE

Qualité pour agir

Disparition des stocks gagés

Préjudice collectif..... alerte 291 (n° 20 – 14 déc.)

RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS

Action en sanction

Action des contrôleurs

Condition..... alerte 58 (n° 4 – 23 févr.)

RESPONSABILITÉ DES TIERS

Avocat aux Conseils..... alerte 31 (n° 2 – 26 janv.)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit

Article L. 650-1 du Code de commerce

Privilège de new money..... alerte 240 (n° 16 – 14 oct.)

Liquidation judiciaire

Référé probatoire

Secret bancaire..... alerte 32 (n° 2 – 26 janv.)

Obligation de mise en garde

Article 1147 du Code civil..... alerte 196 (n° 13 – 20 juill.)

Obligation d'information

Associés d'une SNC..... alerte 134 (n° 9 – 14 mai)

Responsabilité à l'égard de la caution

Obligation d'information

Conséquences de l'absorption d'autres sociétés..... alerte 117 (n° 8 – 20 avr.)

Soutien abusif

Garanties disproportionnées..... alerte 149 (n° 10 – 31 mai)

RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR DE CRÉDIT

Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce

Garantie financière professionnelle..... alerte 176 (n° 12 – 29 juin)

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

Sous-location

Résiliation

Absence de restitution des clés..... alerte 57 (n° 4 – 23 févr.)

RESPONSABILITÉ DU NOTAIRE

Responsabilité envers la banque

Octroi d'un prêt

Emprunteur en liquidation judiciaire..... alerte 133 (n° 9 – 14 mai)

Vente en l'état futur d'achèvement

Vendeur en liquidation judiciaire..... alerte 132 (n° 9 – 14 mai)

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Application de la loi dans le temps

Loi Sapin II..... alerte 219 (n° 15 – 28 sept.)

Dirigeants sociaux

Reconstitution des capitaux propres..... alerte 128 (n° 9 – 14 mai)

Faute de gestion

Lien de causalité..... alerte 29 (n° 2 – 26 janv.)

Mandat ad hoc..... alerte 84 (n° 6 – 23 mars)

Résolution du plan de redressement..... alerte 206 (n° 14 – 14 sept.)

Montant de la condamnation..... alerte 43 (n° 3 – 8 févr.)

Appréciation souveraine des juges du

fond..... alerte 205 (n° 14 – 14 sept.)

Solidarité fiscale

Cumul..... repère 241 (n° 17 – 26 oct.)

RESTITUTION

Crédit-bail

Transfert du siège social du preneur
Absence de report de l'inscription. **alerte 262** (n° 18 – 16 nov.)

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Recours du codébiteur

Absence d'opposition au jugement de rétablissement personnel. **alerte 271** (n° 19 – 29 nov.)

REVEDICATION

Absence d'information du mandataire judiciaire

Sanction. **alerte 261** (n° 18 – 16 nov.)

Acquiescement partiel

Revente du bien
Affacturage. **repère 62** (n° 5 – 9 mars)
alerte 73 (n° 5 – 9 mars)

Bien vendu sous clause de réserve de propriété

Machine à sous
Réglementation des jeux dans les casinos. **alerte 280** (n° 19 – 29 nov.)

Biens fongibles

Crédit-bail

Absence de publication. **alerte 111** (n° 8 – 20 avr.)
Transfert de siège social
Publicité. **alerte 170** (n° 12 – 29 juin)

Délai pour agir

Contrat non publié
Constitutionnalité. **alerte 20** (n° 2 – 26 janv.)

Forme de la demande

Demande d'option sur un contrat en cours. **alerte 261** (n° 18 – 16 nov.)

Ordonnance du juge-commissaire

Signification par les parties
Délai de recours. **alerte 60** (n° 4 – 23 févr.)

Prix de vente

Acquiescement partiel
Affacturage. **repère 62** (n° 5 – 9 mars)
alerte 73 (n° 5 – 9 mars)

Revendication du prix

Cession de créance. **alerte 279** (n° 19 – 29 nov.)

Vente d'un bien objet d'un crédit-bail

Bien laissé en la possession de l'utilisateur. **alerte 112** (n° 8 – 20 avr.)

Voies de recours

Qualité pour agir
Affactureur. **repère 62** (n° 5 – 9 mars)

S

SAISIE IMMOBILIÈRE

Liquidation judiciaire

Reprise
Vente par adjudication judiciaire. **repère 151** (n° 11 – 15 juin)
alerte 160 (n° 11 – 15 juin)

SALARIÉ

Action en responsabilité contre la société mère

Compétence
Tribunal de grande instance. **alerte 188** (n° 13 – 20 juill.)

Instance prud'homale en cours

Poursuite. **alerte 190** (n° 13 – 20 juill.)

Liquidation judiciaire

Portabilité de la prévoyance
Contestation sérieuse. **alerte 72** (n° 5 – 9 mars)

Prélèvement de l'impôt à la source

Entreprise en difficulté. **alerte 236** (n° 16 – 14 oct.)

Responsabilité de l'employeur

Exécution du contrat de travail de bonne foi
Vente de filiale à bas prix pendant la période suspecte. **alerte 184** (n° 13 – 20 juill.)

SANCTIONS CIVILES

Voies de recours

Point de départ du délai
Notification irrégulière. **alerte 207** (n° 14 – 14 sept.)

SANCTIONS PATRIMONIALES ET PERSONNELLES

Action du liquidateur

Mentions obligatoires. **alerte 83** (n° 6 – 23 mars)

SANCTIONS PÉNALES

Interdiction de gérer

Violation de l'interdiction. **alerte 293** (n° 20 – 14 déc.)

SANCTIONS PROFESSIONNELLES

Abstention volontaire de coopérer

Motivation suffisante. **alerte 266** (n° 18 – 16 nov.)

Rétroactivité in mitius

alerte 194 (n° 13 – 20 juill.)

SAUVEGARDE

Conversion de la procédure

Redressement ou liquidation judiciaire
Prise en compte du passif antérieur. **alerte 198** (n° 14 – 14 sept.)

Instance prud'homale en cours

Mise en cause de l'AGS. **alerte 191** (n° 13 – 20 juill.)

Rétractation du jugement d'ouverture

Effets
Arrêt du cours des intérêts. **alerte 268** (n° 18 – 16 nov.)

SOCIÉTÉ DE CAUTION MUTUELLE

Responsabilité

Garantie financière professionnelle
Article L. 650-1 du Code de commerce. **alerte 176** (n° 12 – 29 juin)

SORT DES DIRIGEANTS

Allocation des travailleurs indépendants. **alerte 216** (n° 15 – 28 sept.)

SOUS-CAUTION

Étendue de l'obligation

Prêt d'une durée supérieure à un an
Intérêts. **alerte 42** (n° 3 – 8 févr.)

SOUTIEN ABUSIF

Fournisseur

Responsabilité pour insuffisance d'actif
Montant de la condamnation. **alerte 43** (n° 3 – 8 févr.)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

Bail

Clause de résiliation de plein droit
Suspension. **alerte 283** (n° 20 – 14 déc.)

Bonne foi

Aggravation consciente de l'endettement. **alerte 101** (n° 8 – 20 avr.)
Appréciation souveraine. **alerte 102** (n° 8 – 20 avr.)
Couple de débiteurs

Appréciation au regard de chacun séparément. **alerte 154** (n° 11 – 15 juin)

Recours systématique au crédit
Récidive. **alerte 153** (n° 11 – 15 juin)

Caractère personnel de la procédure

Absence de transmission. **alerte 103** (n° 8 – 20 avr.)

Caractérisation

Saisie des rémunérations
Compatibilité avec une situation de surendettement. **alerte 167** (n° 12 – 29 juin)

Déchéance

Dissimulation d'un actif. **alerte 168** (n° 12 – 29 juin)

EIRL

Bonne foi
Absence de déclaration d'un bien figurant dans le patrimoine affecté. **alerte 242** (n° 17 – 26 oct.)

Inexécution du plan

Droit du créancier
Titre exécutoire pour l'ensemble de la créance. **alerte 104** (n° 8 – 20 avr.)

Procédure d'expulsion

Suspension
Impossibilité de retrouver un logement moins onéreux. **alerte 258** (n° 18 – 16 nov.)

Qualité du débiteur

Gérant de SARL. **alerte 257** (n° 18 – 16 nov.)

Recevabilité de la demande

Bonne foi
Appréciation. **alerte 153** (n° 11 – 15 juin)
alerte 154 (n° 11 – 15 juin)

Débiteur propriétaire de sa résidence principale..... **alerte 152** (n° 11 – 15 juin)
Suspension et interdiction des procédures
Suspension de la prescription. **alerte 213** (n° 15 – 28 sept.)

Vérification des créances..... **alerte 243** (n° 17 – 26 oct.)

SUSPENSION DES POURSUITES

Cautionnement

Adoption du plan de redressement
Reprise des poursuites contre la caution..... **alerte 41** (n° 3 – 8 févr.)

T

TECHNICIEN

Rémunération

Prise en charge par la procédure collective..... **alerte 19** (n° 2 – 26 janv.)

TIERCE OPPOSITION

Irrecevabilité

Résolution du plan de redressement
Commissaire à l'exécution du plan..... **alerte 16** (n° 1 – 15 janv.)

TRANSACTION

Ordonnance autorisant le liquidateur à transiger

Voies de recours
Droit propre du débiteur. **alerte 55** (n° 4 – 23 févr.)

TRANSFERT D'ENTREPRISE

Règlement intérieur..... **alerte 281** (n° 19 – 29 nov.)

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Formation des juges..... **alerte 200** (n° 14 – 14 sept.)

V

VENTE D'IMMEUBLE AVEC TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ DIFFÉRÉ

Résiliation

Restitution du bien
Différence de valeur entre le bien et la créance..... **alerte 23** (n° 2 – 26 janv.)

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Contestation de l'ordonnance du juge-commissaire

Réponse aux propositions du mandataire judiciaire
Délai..... **alerte 231** (n° 16 – 14 oct.)

Convocation du débiteur

Charge de la preuve..... **repère 119** (n° 9 – 14 mai)
alerte 122 (n° 9 – 14 mai)

VOIES DE RECOURS

Admission des créances

Réclamation
Indivisibilité de l'appel..... **alerte 110** (n° 8 – 20 avr.)

Appel

Absence d'avocat

Transmission de pièces hors RPVA..... **alerte 45** (n° 3 – 8 févr.)

Droit propre du débiteur

Admission des créances..... **alerte 36** (n° 3 – 8 févr.)

Ordonnance du juge-commissaire

Indivisibilité unissant les parties. **alerte 61** (n° 4 – 23 févr.)

Point de départ du délai

Notification du jugement à l'administrateur provisoire..... **alerte 225** (n° 15 – 28 sept.)

Appel formé par le débiteur sans l'assistance de l'administrateur judiciaire

Irrecevabilité

Absence d'interruption du délai d'appel..... **alerte 269** (n° 18 – 16 nov.)

Conversion de la liquidation judiciaire simplifiée en liquidation judiciaire de droit commun

Mesure d'administration judiciaire..... **alerte 211** (n° 14 – 14 sept.)

Date de cessation des paiements

Qualité pour agir

Dirigeant..... **alerte 226** (n° 15 – 28 sept.)

Jugement arrêtant le plan de redressement

Irrégularité de la déclaration d'appel

Interruption des délais de prescription et de forclusion..... **alerte 210** (n° 14 – 14 sept.)

Mesure d'administration judiciaire

Prorogation du délai d'examen de la clôture..... **repère 282** (n° 20 – 14 déc.)
alerte 295 (n° 20 – 14 déc.)

Ordonnance autorisant le liquidateur à transiger

Droit propre du débiteur

Dessaisissement..... **alerte 55** (n° 4 – 23 févr.)

Ordonnance du juge-commissaire

Autorisation de cession de matériel

Bailleur du matériel cédé. **alerte 46** (n° 4 – 23 févr.)

Pourvoi en cassation

Admission des créances

Sursis à statuer..... **alerte 49** (n° 4 – 23 févr.)

Qualité pour former le pourvoi

Arrêt statuant sur tierce opposition des jugements d'ouverture et de conversion..... **alerte 180** (n° 12 – 29 juin)

Rejet de la candidature d'un créancier aux fonctions de contrôleur

Appel du ministère public..... **alerte 294** (n° 20 – 14 déc.)

Résolution du plan de redressement

Commissaire à l'exécution du plan

Appel..... **alerte 16** (n° 1 – 15 janv.)

Rétractation du jugement d'ouverture de la sauvegarde

Effets

Arrêt du cours des intérêts..... **alerte 268** (n° 18 – 16 nov.)

Sanctions civiles

Point de départ du délai

Notification irrégulière. **alerte 207** (n° 14 – 14 sept.)

1999

Avril

Cass. com., **13 avr. 1999**, n° 97-11.383, P : JurisData
n° 1999-001638 (*Contrats en cours*)..... **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

2000

Janvier

Cass. com., **4 janv. 2000**, n° 96-18.638 : JurisData
n° 2000-000013 (*Créanciers postérieurs*)..... **alerte 141** (n° 10 – 31 mai)

2004

Mars

Cass. soc., **2 mars 2004**, n° 02-41.932 : JurisData
n° 2004-022603 (*Salariés*)..... **alerte 144** (n° 10 – 31 mai)

2007

Mai

Cass. ch. mixte, **18 mai 2007**, n° 05-10.413, P+B+R+I :
JurisData n° 2007-038899 (*Sociétés*)..... **alerte 145** (n° 10 – 31 mai)

Juin

Cass. com., **26 juin 2007**, n° 06-20.820 : JurisData
n° 2007-039782 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 138** (n° 10 – 31 mai)

2009

Décembre

Cass. com., **1^{er} déc. 2009**, n° 08-17.187 : JurisData
n° 2009-050595 (*Sanctions*)..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)
..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)

2011

Octobre

CJUE, **20 oct. 2011**, n° C-396/09 (*Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 137** (n° 10 – 31 mai)

2012

Mars

Cass. com., **27 mars 2012**, n° 10-20.077 : JurisData
n° 2012-005757 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 149** (n° 10 – 31 mai)

2014

Décembre

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-19.402, FP-P+B+R+I :
JurisData n° 2014-031676 (*Sort du débiteur personne physique*)..... **alerte 148** (n° 10 – 31 mai)

2015

Décembre

Cass. com., **15 déc. 2015**, n° 14-11.500, FS+P+B+R+I :
JurisData n° 2015-028245 (*Prévention*)..... **alerte 136** (n° 10 – 31 mai)

2016

Février

Cass. com., **9 févr. 2016**, n° 14-23.219, P+B : JurisData
n° 2016-002010 (*Contrats en cours*)..... **alerte 143** (n° 10 – 31 mai)

Septembre

Cons. const., **29 sept. 2016**, n° 2016-573 QPC :
JurisData n° 2016-020680 (*Sanctions*)..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)
Cons. const., **29 sept. 2016**, n° 2016-570 QPC :
JurisData n° 2016-020577 (*Sanctions*)..... **alerte 150** (n° 10 – 31 mai)

Novembre

Cass. com., **15 nov. 2016**, n° 14-26.287 : JurisData
n° 2016-023984 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 147** (n° 10 – 31 mai)
Cass. com., **29 nov. 2016**, n° 15-12.350 : JurisData
n° 2016-025371 (*Revendication*)..... **alerte 142** (n° 10 – 31 mai)

2017

Mai

Cass. com., **4 mai 2017**, n° 15-24.854 (*Créanciers antérieurs*)..... **alerte 140** (n° 10 – 31 mai)
Cass. com., **4 mai 2017**, n° 15-27.899, FS-P+B+I :
JurisData n° 2017-008386 (*Plan de cession et réalisation de l'actif*)..... **alerte 146** (n° 10 – 31 mai)

Octobre

CA Paris, Pôle 5, ch. 8, **6 oct. 2017**, n° 16/20078
(*Déclaration de créance*)..... **alerte 3** (n° 1 – 15 janv.)

Novembre

CJUE, 1^{re} ch., **9 nov. 2017**, n° C-641/16, Tunkers France, Tunkers Maschinenbau GmbH c/ Expert France : JurisData
n° 2017-025675 (*Compétence*)..... **alerte 44** (n° 3 – 8 févr.)
Cass. com., **15 nov. 2017**, n° 16-19.131, F-P+B, C.
c/ M. : JurisData n° 2017-022851 (*Contrats en cours*)..... **alerte 4** (n° 1 – 15 janv.)
Cass. com., **15 nov. 2017**, n° 16-18.144, F-P+B :
JurisData n° 2017-022843 (*Organes - Juge-commissaire*)..... **alerte 139** (n° 10 – 31 mai)

CE, 8^e ch., **17 nov. 2017**, n° 405143, Ramos
(*Compétence*)..... **alerte 87** (n° 6 – 23 mars)

CE, 9^e et 10^e ch. réunies, **20 nov. 2017**, n° 397027, Sté Electre international : JurisData n° 2017-023216
(*Fiscalité*)..... **alerte 81** (n° 6 – 23 mars)

Cass. soc., **22 nov. 2017**, n° 16-16.561, F-P+B : JurisData
n° 2017-023522 (*Salariés*)..... **alerte 10** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. crim., **22 nov. 2017**, n° 16-83.549, FS-P+B :
JurisData n° 2017-023482 (*Faillite personnelle*)..... **alerte 15** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **29 nov. 2017**, n° 16-18.138, FS-P+B+I, Sté Eléments c/ M. Jean Abbadie ès qual. et a. : JurisData
n° 2017-024158 (*Voies de recours*)..... **alerte 16** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **29 nov. 2017**, n° 16-21.032, FS-P+B+R+I, Sté La Noé père et fils c/ Caisse régionale de Crédit agricole Mutuel Centre Loire et a. : JurisData n° 2017-024171 (*Plan de redressement - Agriculteur*)..... **alerte 26** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. com., **29 nov. 2017**, n° 16-22.060, F-P+B+I, Sté IFA c/ Sté Saad Investments Company Limited (SICL) :
JurisData n° 2017-024210 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 32** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. soc., **30 nov. 2017**, n° 16-12.521, F-D, Assoc. Ballet d'Europe c/ M. : JurisData n° 2017-024218
(*Salariés*)..... **alerte 9** (n° 1 – 15 janv.)

Décembre

CE, **8 déc. 2017**, n° 390906 : JurisData n° 2017-025054
(*Contrat en cours*)..... **alerte 22** (n° 2 – 26 janv.)

2018

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-18.244, F-D, Sté SNTM-Transcar c/ Sté Sorequip (*Administration de l'entreprise*)..... **alerte 2** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-17.975, F-P+B, Sté Humal c/ Sté Hirou et a. (*Admission des créances*)... **alerte 5** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-21.375, F-D, Sté Dev'Immo c/ SCI Le Domaine des Princes et a. (*Instance en cours*)..... **alerte 6** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. soc., **13 déc. 2017**, n° 16-21.773, FS-P+B, Sté Luc Gomis ès qual. c/ AGS CGEA d'Annecy et a. (*Salariés*)..... **alerte 11** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-21.159, F-D, K. c/ Dominique Rafoni ès qual. et a. (*Liquidation judiciaire*)... **alerte 12** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-21.207, F-D, P. c/ M. Bernard Roussel ès qual. et a. (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 13** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 15-28.357, F-P+B, Caisse régionale du crédit agricole mutuel Sud Rhônes Alpes c/ R. (*Clôture de la procédure*)..... **alerte 14** (n° 1 – 15 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-15.962, F-PBI, Sté France métal structures c/ Sté Eric Rouvroy et Gilbert Declercq : JurisData n° 2017-025654 (*Organes*)..... **alerte 19** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-21.207, F-D, P. c/ M. Roussel, ès qual. et a. : JurisData n° 2017-025776 (*Dessaisissement*)..... **alerte 28** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-20.662, FS-D, C. c/ M. Blanchard ès qual. : JurisData n° 2017-025773 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 29** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-50.051, FS-P+B+I, Proc. gén. près la CA Reims c/ Sté Contant Cardon et a. : JurisData n° 2017-025672 (*Période d'observation*)... **alerte 35** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-21.265, F-D, Sté Crédit coopératif c/ M. Roussel, en qualité de liquidateur de l'association La Principauté (*Créances antérieures - Admission - Règlement des créances*)..... **alerte 51** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **13 déc. 2017**, n° 16-14.672, E. c/ Caisse d'épargne et de prévoyance Loire-Centre : JurisData n° 2017-025894 (*Caution - Moyen de défense*)..... **alerte 54** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. 3^e civ., **14 déc. 2017**, n° 16-25.465, F-D, SCP Tirmant Raulet ès qual. c/ Chambre de commerce et d'industrie des Ardennes (*Contrat en cours*)..... **alerte 23** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. com., **14 déc. 2017**, n° 17-18.918, FS-D, I. c/ Procureur général près la cour d'appel de Versailles (*Interdiction de gérer*)..... **alerte 30** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. soc., **14 déc. 2017**, n° 16-21.026, P. c/ AGS et a. (*Instance en cours*)..... **alerte 52** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **14 déc. 2017**, n° 16-18.918 (*Interdiction de gérer*)..... **alerte 59** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **19 déc. 2017**, n° 17-40.057, F-D, Sté WTW Engineering c/ M. Marlière ès qual. (*Revendication*)..... **alerte 20** (n° 2 – 26 janv.)

CJUE, **20 déc. 2017**, n° C-649/16 (*Compétence*)... **alerte 88** (n° 6 – 23 mars)

Cass. 1^{re} civ., **20 déc. 2017**, n° 16-24.029, F-D, L. c/ Sté Humeau ès qual. et a. (*Revendication*)..... **alerte 21** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. soc., **20 déc. 2017**, n° 16-19.517, F-P+B, D. c/ Sté Laurent Mayon et a. : JurisData n° 2017-026517 (*Salariés*)..... **alerte 25** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. 1^{re} civ., **20 déc. 2017**, n° 16-28.167, F-P+B : JurisData n° 2017-026460 (*Responsabilité des tiers*)..... **alerte 31** (n° 2 – 26 janv.)

Cass. 3^e civ., **21 déc. 2017**, n° 16-20.675, FS-P+B+I, G. Médard, ès qual. c/ M.-A. Dumoulin, ès qual. et a. : JurisData n° 2017-026657 (*Réalisation d'actif*)..... **alerte 39** (n° 3 – 8 févr.)

CE, 6^e ch., **28 déc. 2017**, n° 408420 : JurisData n° 2017-027365 (*Professions*)..... **alerte 92** (n° 7 – 6 avr.)

CE, 6^e ch., **28 déc. 2017**, n° 403106 (*Professions*)..... **alerte 93** (n° 7 – 6 avr.)

Janvier

CA Nancy, ch. civ. 1, **9 janv. 2018** : JurisData n° 2018-000557 (*Organes*)..... **alerte 78** (n° 6 – 23 mars)

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 15-15.897, F-D, Société générale c/ G. : JurisData n° 2018-000073 (*Cautions - Autorité de chose jugée*)..... **alerte 41** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 15-24.681, F-D, T. c/ Sté Colvert et a. : JurisData n° 2018-000105 (*Sous-cautionnement - Arrêt du cours des intérêts*)..... **alerte 42** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 16-10.824, FS-D, Sté Sanders Nord Est c/ D. : JurisData n° 2018-000078 (*Fourisseurs - Soutien abusif*)..... **alerte 43** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 16-17.326, F-D, M. Torelli, en qualité de liquidateur de la Sté A Top maçonnerie c/ Sté Grand delta habitat (*Créances antérieures - Déclaration de créance*)..... **alerte 48** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 16-20.764, F-P+B+I, Sté de Bois-Gerbaut, en qualité de liquidateur c/ Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (Oppic) : JurisData n° 2018-000063 (*Créances antérieures - Contestation de créance*)..... **alerte 50** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **10 janv. 2018**, n° 15-26.324, F-D, Sté Punto Fa c/ CRCAM de Normandie-Seine et a. : JurisData n° 2018-000096 (*Garants*)..... **alerte 53** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. 1^{re} civ., **10 janv. 2018**, n° 16-20.416, F-P+B, Sté Gibsonia Invest c/ B. : JurisData n° 2018-000031 (*Procédure*)..... **alerte 74** (n° 5 – 9 mars)

CJUE, **17 janv. 2018**, n° C-363/16, Commission c/ République hellénique : JurisData n° 2018-002396 (*Récupération des aides illégalement versées*)..... **alerte 97** (n° 7 – 6 avr.)

Cass. soc., **17 janv. 2018**, n° 16-21.333, F-D, D. c/ S. (*Contrats en cours*)..... **alerte 64** (n° 5 – 9 mars)

Cass. soc., **17 janv. 2018**, n° 16-21.332, F-D, D. c/ P. : JurisData n° 2018-000311 (*Contrats en cours*)..... **alerte 64** (n° 5 – 9 mars)

Cass. soc., **17 janv. 2018**, n° 16-23.126, F-D, F. c/ Sté H2D Didier Mary et a. : JurisData n° 2018-000324 (*Plan de cession*)..... **alerte 82** (n° 6 – 23 mars)

Cass. crim., **17 janv. 2018**, n° 16-81.290 : JurisData n° 2018-000319 (*Banqueroute*)..... **alerte 131** (n° 9 – 14 mai)

Cass. 2^e civ., **18 janv. 2018**, n° 17-10.636, F-P+B, Sté Montravers Yang-Ting ès qual. c/ Institution de prévoyance Humains prévoyance : JurisData n° 2018-000297 (*Salariés*)..... **alerte 72** (n° 5 – 9 mars)

Cass. 2^e civ., **18 janv. 2018**, n° 16-27.332, F-D, SELARL C. Basse ès qual. c/ Groupe Gan Vie et a. : JurisData n° 2018-000303 (*Salariés*)..... **alerte 72** (n° 5 – 9 mars)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-21.701, F-P+B+I, Sté Dartess et a. c/ Sté Lavinia France (*Admission des créances - Droits propres*)..... **alerte 36** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-14.705, F-D, J.-C. Enjalbert ès qual. et a. c/ SCI MJ (*Créances postérieures - Compensation*)..... **alerte 37** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-23.655, F-D, Sté Banque populaire Occitane c/ P. Miot (*Dessaisissement*)..... **alerte 38** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-22.637, F-P+B+I, S. c/ B. (*Voies de recours*)..... **alerte 45** (n° 3 – 8 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-18.795, F-P+B, Sté nouvelle centre Béarn motoculture c/ SCP Stutz Odile ès qual. (*Voies de recours*)..... **alerte 46** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-18.274, F-D, Sté Mécanique conseil ingénierie c/ Sté Lyonnaise de banque (*Créances antérieures - Admission des créances*)..... **alerte 49** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-50.033, FS-P+B+I, Sté Eden c/ R. : JurisData n° 2018-000713 (*Dessaisissement*)... **alerte 55** (n° 4 – 23 févr.)

Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-22.301, F-D, N. c/ R. : JurisData n° 2018-000786 (*Réalisation de l'actif*)... **alerte 56** (n° 4 – 23 févr.)

Table chronologique de jurisprudence

- Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-18.528, F-D, Sté Garnier-Guillouët c/ Sté Becheret, Thierry, Sénéchal, Gorrias, en qualité de liquidateur de la SCI de la Brie : JurisData n° 2018-000721 (*Responsabilité du liquidateur*) **alerte 57** (n° 4 – 23 févr.)
- Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-20.197, F-P+B+, B. Sabourin ès qual. c/ C. : JurisData n° 2018-000714 (*Procédure*) **alerte 60** (n° 4 – 23 févr.)
- Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-21.229, F-D, Sté entreprise ALM Allain c/ Sté Hirou Louis & Laurent, en qualité de liquidateur de la société Mannali (*Voies de recours*) **alerte 61** (n° 4 – 23 févr.)
- Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-13.333, F-P+B+, Sté Holdar c/ Sté Hirou : JurisData n° 2018-000733 (*Contrats en cours*) **alerte 63** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. soc., **24 janv. 2018**, n° 16-22.940, FS-P+B, Z. c/ Sté Matest : JurisData n° 2018-000644 (*Salariés*) **alerte 69** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. soc., **24 janv. 2018**, n° 16-22.941, FS-D, T. c/ Sté Matest : JurisData n° 2018-000685 (*Salariés*) **alerte 69** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. soc., **24 janv. 2018**, n° 16-16.503, FS-P+B, M. Frédéric Blanc ès qual. c/ M. : JurisData n° 2018-000647 (*Salariés*) **alerte 70** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. soc., **24 janv. 2018**, n° 16-16.504, FS-D, M. Frédéric Blanc ès qual. c/ D. : JurisData n° 2018-000687 (*Salariés*) **alerte 70** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-21.364 et 16-22.021, FS-D, M. C. Basse, ès qual. c/ Sté GE Factofrance : JurisData n° 2018-000722 (*Revendication*) **alerte 73** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. com., **24 janv. 2018**, n° 16-20.589 et 16-22.128, FS-P+B+, M. C. Basse, ès qual. c/ Sté GE Factofrance : JurisData n° 2018-000712 (*Revendication*) **alerte 73** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. 3^e civ., **25 janv. 2018**, n° 17-11.658, F-D : JurisData n° 2018-000827 (*Organes*) **alerte 79** (n° 6 – 23 mars)
- CA Paris, Pôle 5, ch. 9, **25 janv. 2018**, n° 17/01273, Urssaf c/ P. H-E ès qual. et a. : JurisData n° 2018-000913 (*Déclaration de créance*) **alerte 65** (n° 5 – 9 mars)
- CA Paris, Pôle 5, ch. 9, **25 janv. 2018**, n° 17/01873, SA Natixis Lease c/ P. H-E ès qual. et a. : JurisData n° 2018-000914 (*Déclaration de créance*) **alerte 66** (n° 5 – 9 mars)
- CA Colmar, ch. soc., sect. A, **25 janv. 2018**, n° 16/00101 : JurisData n° 2018-001046 (*Période suspecte*) **alerte 114** (n° 8 – 6 avr.)
- CE, 8^e et 3^e ch. réunies, **26 janv. 2018**, n° 415695, Sté Technicolor (*Fiscalité*) **alerte 80** (n° 6 – 23 mars)
- Cass. com., **30 janv. 2018**, n° 17-20.763, QPC, FS-D (*Responsabilité des dirigeants*) **alerte 58** (n° 4 – 23 févr.)
- Cass. com., **31 janv. 2018**, n° 16-20.080, F-P+B : JurisData n° 2018-000966 (*Admission des créances*) **alerte 67** (n° 5 – 9 mars)
- ## Février
- Cass. 2^e civ., **1^{er} févr. 2018**, n° 16-20.742, F-D (*Recevabilité*) **alerte 102** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. 2^e civ., **1^{er} févr. 2018**, n° 17-10.036, F-D (*Recevabilité*) **alerte 103** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 16-22.280, F-D, F. c/ Sté Produit de revêtement du bâtiment (*Caution*) **alerte 68** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. soc., **7 févr. 2018**, n° 16-13.732, FS-P+B : JurisData n° 2018-001402 (*Salariés*) **alerte 71** (n° 5 – 9 mars)
- Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 16-24.481, FS-P+B+I : JurisData n° 2018-001413 (*Extension de procédure - EIRL*) **alerte 76** (n° 6 – 23 mars)
- Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 17-21.822, F-D (*Sanctions patrimoniales et personnelles*) **alerte 83** (n° 6 – 23 mars)
- Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 17-10.056, FS-P+B+I, C. Ardelean c/ G. Pellegrini, ès qual. : JurisData n° 2018-001439 (*Interdiction de gérer*) **alerte 85** (n° 6 – 23 mars)
- Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 16-26.404, F-D : JurisData n° 2018-001475 (*Ouverture de la procédure - Échec du plan*) **alerte 91** (n° 7 – 6 avr.)
- Cass. com., **7 févr. 2018**, n° 16-20.519, M. Tranchant c/ proc. Rép. TGI Bobigny (*Injonction de déposer les comptes*) **alerte 105** (n° 8 – 6 avr.)
- CA Caen, **15 févr. 2018**, n° 17/01399 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 84** (n° 6 – 23 mars)
- CA Grenoble, **22 févr. 2018**, n° 17/00361, M. R. c/ Procureur de la République de Grenoble : JurisData n° 2018-002416 (*Interdiction de gérer*) **alerte 86** (n° 6 – 23 mars)
- CA Rennes, ch. surendettement, **23 févr. 2018**, n° 16/01782 : JurisData n° 2018-002412 (*Recevabilité*) **alerte 101** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-19.422, F-PBI, Sté Cofides c/ Sté Groupe Brandt et a. : JurisData n° 2018-002729 (*Liquidation judiciaire - Conversion de procédure*) **alerte 98** (n° 7 – 6 avr.)
- Cass. soc., **28 févr. 2018**, n° 15-24.857, FS-D, M. Leray ès qual. c/ F. : JurisData n° 2018-002767 (*Salariés - Instances en cours*) **alerte 99** (n° 7 – 6 avr.)
- Cass. soc., **28 févr. 2018**, n° 15-24.856, FS-P+B, M. Leray ès qual. c/ B. : JurisData n° 2018-002686 (*Salariés - Instances en cours*) **alerte 99** (n° 7 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-19.718 et 16-21.337 : JurisData n° 2018-002841 (*Contestation de créance*) **alerte 108** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-24.867, F-P+B+I, Société générale c/ Sté Gauthier-Sohm : JurisData n° 2018-002721 (*Admission des créances*) **alerte 109** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-24.841, F-P+B+I, Société générale c/ M. : JurisData n° 2018-002761 (*Cautions*) **alerte 116** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-18.692, F-P+B+I, L. c/ Société générale : JurisData n° 2018-002736 (*Cautions*) **alerte 117** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 févr. 2018**, n° 16-27.591 : JurisData n° 2018-002838 (*Sanctions professionnelles*) **alerte 129** (n° 9 – 14 mai)
- ## Mars
- Cass. 2^e civ., **1^{er} mars 2018**, n° 17-16.293, F-D : JurisData n° 2018-002902 (*Prérogatives des créanciers soumis au plan de surendettement*) **alerte 104** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. 1^{re} civ., **1^{er} mars 2018**, n° 16-20.035 (*Revendications - Clause de réserve de propriété*) **alerte 113** (n° 8 – 6 avr.)
- T. com. Lille Métropole, **5 mars 2018**, n° 2018001176 : JurisData n° 2018-002892 (*Ouverture de la procédure - Abus du droit d'agir*) **alerte 90** (n° 7 – 6 avr.)
- Cass. com., **7 mars 2018**, n° 16-24.657, F-P+B, Sté Marie-Pierre c/ P. Patry ès qual. et a. : JurisData n° 2018-003195 (*Créances antérieures*) **alerte 96** (n° 7 – 6 avr.)
- Cass. soc., **7 mars 2018**, n° 16-20.650, AGS et UNEDIC c/ R. : JurisData n° 2018-003287 (*Salariés - AGS*) **alerte 115** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **14 mars 2018**, n° 16-27.187, Sté Levant entreprises c/ Sté Ph. Content - B. Cardon, ès qual. : JurisData n° 2018-003678 (*Cessation des paiements*) **alerte 106** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **14 mars 2018**, n° 16-21.785, F-D, Sté Beligon c/ M^{me} Rousselot-Gégoué ès qual. : JurisData n° 2018-003679 (*Propriétaire de biens meubles*) **alerte 111** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **14 mars 2018**, n° 16-27.302, F-P+B+I : JurisData n° 2018-003673 (*Insaisissabilité et indivision*) **alerte 118** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. 1^{re} civ., **21 mars 2018**, n° 16-28.416, F-D (*Droit opposable - Sous-acquéreur*) **alerte 112** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **21 mars 2018**, n° 17-12.744 : JurisData n° 2018-004264 (*Liquidation judiciaire - Réalisation de l'actif*) **alerte 126** (n° 9 – 14 mai)
- Cass. com., **28 mars 2018**, n° 17-24.265, QPC, FS-D (*Vérification des créances*) **alerte 107** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 mars 2018**, n° 16-26.453, F-P, S. c/ Sté BTSG, en qualité de mandataire judiciaire de la société Mediterres (*Admission des créances*) **alerte 110** (n° 8 – 6 avr.)
- Cass. com., **28 mars 2018**, n° 17-10.600, FS-P+B : JurisData n° 2018-004736 (*Vérification des créances*) **alerte 122** (n° 9 – 14 mai)
- Cass. soc., **28 mars 2018**, n° 16-19.086, FS-P+B : JurisData n° 2018-004750 (*Salariés*) **alerte 123** (n° 9 – 14 mai)
- Cass. soc., **28 mars 2018**, n° 15-21.372, FS-P+B : JurisData n° 2018-004747 (*Salariés*) **alerte 124** (n° 9 – 14 mai)

Cass. com., **28 mars 2018**, n° 16-24.150, FD (*Liquidation judiciaire - Réalisation de l'actif*)..... **alerte 127 (n° 9 – 14 mai)**

Avril

Cass. 1^{er} civ., **5 avr. 2018**, n° 17-14.114, F-D (*Responsabilités des tiers*)..... **alerte 132 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **5 avr. 2018**, n° 17-16.937, F-D : JurisData n° 2018-005318 (*Responsabilité des tiers*)..... **alerte 133 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 16-23.019, F-P+B+l : JurisData n° 2018-005809 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 120 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 16-20.149, F-D : JurisData n° 2018-005940 (*Instance en cours*)..... **alerte 121 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 16-21.886, F-D : JurisData n° 2018-005715 (*Sanctions patrimoniales*)..... **alerte 128 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 16-24.312, F-D (*Sanctions professionnelles*)..... **alerte 130 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 15-27.133, 15-27.798, 15-27.840 et 15-29.442, FS-P+B : JurisData n° 2018-005777 (*Responsabilité des tiers*)..... **alerte 134 (n° 9 – 14 mai)**

Cass. com., **11 avr. 2018**, n° 16-23.607 : JurisData n° 2018-005659 (*Réalisation de l'actif*)..... **alerte 160 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. 2^e civ., **12 avr. 2018**, n° 16-28.760 (*Recevabilité*)..... **alerte 152 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. 2^e civ., **12 avr. 2018**, n° 16-28.759 : JurisData n° 2018-005807 (*Recevabilité*)..... **alerte 152 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. 2^e civ., **12 avr. 2018**, n° 17-10.193 (*Recevabilité*)..... **alerte 153 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. 2^e civ., **12 avr. 2018**, n° 16-27.317 : JurisData n° 2018-005808 (*Recevabilité*)..... **alerte 154 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. 2^e civ., **12 avr. 2018**, n° 17-14.126 : JurisData n° 2018-005654 (*Surendettement - Caractérisation*)..... **alerte 167 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **12 avr. 2018**, n° 18-40.004 : JurisData n° 2018-005720 (*Liquidation judiciaire - Réalisation des immeubles*)..... **alerte 173 (n° 12 – 29 juin)**

Mai

Cass. com., **3 mai 2018**, n° 15-20.348 : JurisData n° 2018-007569 (*Liquidation judiciaire - Associés*)..... **alerte 172 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. 2^e civ., **3 mai 2018**, n° 17-14.855 : JurisData n° 2018-007893 (*Liquidation judiciaire - Réalisation des immeubles*)..... **alerte 174 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 16-24.065 : JurisData n° 2018-007546 (*Créance postérieure utile*)..... **alerte 155 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 14-20.495 : JurisData n° 2018-007934 (*Caution*)..... **alerte 156 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 16-20.430 et 16-22.420 (*Dessaisissement*)..... **alerte 157 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 15-24.539 : JurisData n° 2018-007922 (*Plan de cession*)..... **alerte 158 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 16-26.684 : JurisData n° 2018-007543 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)... **alerte 163 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 14-23.273 : JurisData n° 2018-007711 (*Compétence - Procédure d'insolvabilité*)... **alerte 164 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **9 mai 2018**, n° 14-11.367 : JurisData n° 2018-007545 (*Voies de recours*)..... **alerte 180 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. soc., **16 mai 2018**, n° 17-11.296 (*Salariés*)..... **alerte 186 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **16 mai 2018**, n° 17-18.658 (*Salariés*)..... **alerte 190 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **16 mai 2018**, n° 17-10.590 (*Salariés*)..... **alerte 191 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **16 mai 2018**, n° 16-25.898 et 16-25.899 : JurisData n° 2018-008118 (*Salariés*)..... **alerte 192 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. crim., **16 mai 2018**, n° 17-81.303 : JurisData n° 2018-008159 (*Banqueroute*)..... **alerte 195 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. 2^e civ., **17 mai 2018**, n° 17-17.480 : JurisData n° 2018-008764 (*Sanctions civiles*)..... **alerte 207 (n° 14 – 14 sept.)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-10.119 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 161 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-10.117 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 162 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 16-20.520 (*Compétence - Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 165 (n° 11 – 15 juin)**

Cass. 1^{er} civ., **24 mai 2018**, n° 16-26.378 et 17-11.424 : JurisData n° 2018-008630 (*Indivision - Arrêt des poursuites individuelles*)..... **alerte 169 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 16-28.083 (*Revendications*)... **alerte 170 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-11.513 : JurisData n° 2018-008579 (*Liquidation judiciaire - Clôture - Dessaisissement*)..... **alerte 171 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 17-15.630 : JurisData n° 2018-008649 (*Salariés - Groupes de sociétés*)..... **alerte 175 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 16-26.387 : JurisData n° 2018-008580 (*Responsabilité des tiers*)..... **alerte 176 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-10.005 : JurisData n° 2018-008601 (*Dirigeants - Sanctions*)..... **alerte 177 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 16-29.116 (*Action en responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 178 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-11.743 (*Faillite personnelle*)..... **alerte 179 (n° 12 – 29 juin)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 16-18.307 : JurisData n° 2018-008814 (*Salariés*)..... **alerte 184 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 17-12.563 (*Salariés*)..... **alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 17-12.561 (*Salariés*)..... **alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 17-12.560 : JurisData n° 2018-008648 (*Salariés*)..... **alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 17-12.562 (*Salariés*)..... **alerte 185 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 16-22.912 (*Salariés*)..... **alerte 189 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **24 mai 2018**, n° 16-22.881 : JurisData n° 2018-008644 (*Salariés*)..... **alerte 189 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 16-27.296 : JurisData n° 2018-008584 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 193 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. com., **24 mai 2018**, n° 17-18.918 : JurisData n° 2018-008581 (*Sanctions professionnelles*)..... **alerte 194 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. crim., **24 mai 2018**, n° 18-81.240 : JurisData n° 2018-008606 (*Dirigeants - Banqueroute*)..... **alerte 221 (n° 15 – 28 sept.)**

CA Rennes, ch. surendettement, **25 mai 2018**, n° 16/02429 : JurisData n° 2018-008799 (*Surendettement - Déchéance*)..... **alerte 168 (n° 12 – 29 juin)**

Juin

Cass. soc., **7 juin 2018**, n° 17-10.985 : JurisData n° 2018-009694 (*Salariés*)..... **alerte 191 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. 2^e civ., **7 juin 2018**, n° 17-16.661 : JurisData n° 2018-009599 (*Voies de recours*)..... **alerte 210 (n° 14 – 14 sept.)**

Cass. soc., **13 juin 2018**, n° 16-17.865 : JurisData n° 2018-010177 (*Salariés*)..... **alerte 187 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. soc., **13 juin 2018**, n° 16-25.873 à 16-25.883 : JurisData n° 2018-010187 (*Salariés*)..... **alerte 188 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. com., **20 juin 2018**, n° 17-14.369 (*Déclaration de créance - Qualité pour déclarer*)..... **alerte 182 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. com., **20 juin 2018**, n° 17-14.006 (*Arrêt des poursuites individuelles*)..... **alerte 183 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. com., **20 juin 2018**, n° 16-27.693 : JurisData n° 2018-010848 (*Responsabilité du banquier*)... **alerte 196 (n° 13 – 20 juill.)**

Cass. com., **20 juin 2018**, n° 17-13.204 : JurisData n° 2018-010871 (*Procédure*)..... **alerte 208 (n° 14 – 14 sept.)**

Cass. com., **20 juin 2018**, n° 17-12.756 (*Voies de recours*)..... **alerte 211 (n° 14 – 14 sept.)**

Cass. 2^e civ., **28 juin 2018**, n° 17-17.481 : JurisData n° 2018-011165 (*Surendettement*)..... **alerte 213 (n° 15 – 28 sept.)**

Cass. 2^e civ., **28 juin 2018**, n° 17-20.447 (*Voies de recours*)..... **alerte 269 (n° 18 – 16 nov.)**

Table chronologique de jurisprudence

Juillet

- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-11.847 (*Organes*)..... **alerte 201** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 15-18.134 (*Administration de l'entreprise*)..... **alerte 202** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-10.208 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 203** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-17.699 (*Revendications et droits du vendeur de meubles*)..... **alerte 204** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-14.575 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 205** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 16-22.621 : JurisData n° 2018-011874 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)... **alerte 206** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-15.347 : JurisData n° 2018-011778 (*Voies de recours*)..... **alerte 209** (n° 14 – 14 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 16-22.986 : JurisData n° 2018-011875 (*Créanciers antérieurs - Admission au passif*)..... **alerte 215** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 16-20.205 : JurisData n° 2018-012204 (*Cautions*)..... **alerte 218** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-16.056, F-P+B : JurisData n° 2018-011785 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 229** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **4 juill. 2018**, n° 17-15.038, F-P+B : JurisData n° 2018-011773 (*Contrats en cours*)..... **alerte 230** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. soc., **4 juill. 2018**, n° 16-27.922, F-P+B : JurisData n° 2018-011762 (*Salariés*)..... **alerte 237** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. soc., **4 juill. 2018**, n° 17-14.587, FS-P+B : JurisData n° 2018-011776 (*Plan de cession*)..... **alerte 238** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **5 juill. 2018**, n° 18-11.743 : JurisData n° 2011-011803 (*Dirigeants - Sanctions professionnelles*)..... **alerte 220** (n° 15 – 28 sept.)
- T. com. Paris, 2^e ch., **5 juill. 2018**, n° 2018022134 (*Conditions d'ouverture de la procédure*)..... **alerte 198** (n° 14 – 14 sept.)
- CA Reims, ch. civ., sect. 1, **10 juill. 2018**, n° 18/00139 : JurisData n° 2018-013035 (*Compétence*)..... **alerte 223** (n° 15 – 28 sept.)
- CA Poitiers, **17 juill. 2018**, n° 18/01121 (*Organes*)..... **alerte 247** (n° 17 – 26 oct.)

Septembre

- Cass. com., **4 sept. 2018**, n° 17-28.749, F-D, QPC : JurisData n° 2018-015230 (*Vérification des créances - Contestation*)..... **alerte 231** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-15.978 : JurisData n° 2018-015018 (*Créanciers antérieurs - Admission au passif*)..... **alerte 214** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-15.031 : JurisData n° 2018-015022 (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 219** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-10.975 : JurisData n° 2018-015016 (*Compétence*)..... **alerte 222** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-14.453 (*Voies de recours*)..... **alerte 224** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-14.758 (*Voies de recours*)..... **alerte 225** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-15.395 (*Voies de recours*)..... **alerte 226** (n° 15 – 28 sept.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 16-25.185, FS-P+B : JurisData n° 2018-015023 (*Cautions et coobligés*)..... **alerte 235** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-18.516 : JurisData n° 2018-015019 (*Déclaration de créance*)..... **alerte 251** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-13.626 : JurisData n° 2018-015021 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)... **alerte 255** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. com., **5 sept. 2018**, n° 17-14.960 : JurisData n° 2018-015017 (*Déclaration des créances*)..... **alerte 285** (n° 20 – 14 déc.)
- Cass. 2^e civ., **6 sept. 2018**, n° 17-20.130 : JurisData n° 2018-015116 (*Vérification des créances*)..... **alerte 243** (n° 17 – 26 oct.)
- CA Douai, **6 sept. 2018**, n° 16/03964 : JurisData n° 2018-015029 (*Associés*)..... **alerte 254** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. soc., **12 sept. 2018**, n° 17-18.027 (*Alerte*)... **alerte 244** (n° 17 – 26 oct.)

- Cass. 3^e civ., **13 sept. 2018**, n° 17-20.180, FS-P+B+I : JurisData n° 2018-015483 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 239** (n° 16 – 14 oct.)
- CA Caen, 2^e ch. civ. et com., **13 sept. 2018**, n° 16/03480 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 228** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **19 sept. 2018**, n° 17-16.582, F-D (*Déclaration de créance*)..... **alerte 232** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **19 sept. 2018**, n° 17-14.964, F-D (*Arrêt des poursuites*)..... **alerte 233** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **19 sept. 2018**, n° 17-13.210, F-P+B : JurisData n° 2018-016031 (*Arrêt des poursuites*)... **alerte 234** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **19 sept. 2018**, n° 17-12.596, F-P+B : JurisData n° 2018-016028 (*Responsabilité des tiers*)... **alerte 240** (n° 16 – 14 oct.)
- Cass. com., **19 sept. 2018**, n° 17-16.055 (*Nullité de la période suspecte*)..... **alerte 250** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. 2^e civ., **20 sept. 2018**, n° 17-19.526 : JurisData n° 2018-016046 (*Admission des créances*)..... **alerte 252** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. soc., **20 sept. 2018**, n° 17-11.602, 17-11.605 et 17-11.609 : JurisData n° 2018-015968 (*Salariés*)..... **alerte 276** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. soc., **20 sept. 2018**, n° 17-11.546 : JurisData n° 2018-015967 (*Salariés*)..... **alerte 277** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. soc., **20 sept. 2018**, n° 17-11.548 (*Salariés*)..... **alerte 277** (n° 19 – 29 nov.)
- CA Paris, pôle 5, ch. 9, **20 sept. 2018**, n° 17/05243 : JurisData n° 2018-016104 (*Revendications*)..... **alerte 262** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. 2^e civ., **27 sept. 2018**, n° 17-22.013 : JurisData n° 2018-016378 (*Conditions d'ouverture*)..... **alerte 242** (n° 17 – 26 oct.)

Octobre

- Cass. com., **3 oct. 2018**, n° 17-17.812 : JurisData n° 2018-016919 (*Conditions d'ouverture de la procédure*)..... **alerte 246** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. com., **3 oct. 2018**, n° 17-14.579 : JurisData n° 2018-016913 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 248** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. com., **3 oct. 2018**, n° 17-14.080 (*Cessation des paiements*)..... **alerte 249** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. com., **3 oct. 2018**, n° 16-26.985 : JurisData n° 2018-017109 (*Admission des créances*)..... **alerte 253** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. com., **3 oct. 2018**, n° 17-10.557 : JurisData n° 2018-017102 (*Revendications*)..... **alerte 261** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **4 oct. 2018**, n° 18-10.688 : JurisData n° 2018-016923 (*Mandat ad hoc*)..... **alerte 245** (n° 17 – 26 oct.)
- Cass. 3^e civ., **4 oct. 2018**, n° 17-16.764 : JurisData n° 2018-020212 (*Liquidation judiciaire - Indivision - Expulsion*)..... **alerte 264** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **10 oct. 2018**, n° 17-18.547 : JurisData n° 2018-017426 (*Contrats en cours*)..... **alerte 272** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-10.522 (*Organes*)..... **alerte 263** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 16-25.521 : JurisData n° 2018-018082 (*Liquidation judiciaire - Réalisation de l'actif*)..... **alerte 265** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-14.127 : JurisData n° 2018-018080 (*Dirigeants - Sanctions professionnelles*)... **alerte 266** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-16.528 : JurisData n° 2018-018084 (*Procédure*)..... **alerte 267** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-17.635 : JurisData n° 2018-018041 (*Voies de recours*)..... **alerte 268** (n° 18 – 16 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-17.672 : JurisData n° 2018-018073 (*Créance postérieure utile*)..... **alerte 274** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. soc., **17 oct. 2018**, n° 17-22.565 : JurisData n° 2018-018035 (*Salariés*)..... **alerte 278** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. com., **17 oct. 2018**, n° 17-14.986 : JurisData n° 2018-018022 (*Clause de réserve de propriété*)..... **alerte 280** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. soc., **17 oct. 2018**, n° 17-16.465 : JurisData n° 2018-018024 (*Plan de cession*)..... **alerte 281** (n° 19 – 29 nov.)
- Cass. 2^e civ., **18 oct. 2018**, n° 17-26.459 : JurisData n° 2018-018177 (*Surendettement - Admissibilité*)..... **alerte 257** (n° 18 – 16 nov.)

Table chronologique de jurisprudence

Cass. 2^e civ., **18 oct. 2018**, n° 17-19.831 : JurisData
n° 2018-017999 (*Surendettement - Expulsion*)... **alerte 258** (n° 18 – 16 nov.)

Cass. 2^e civ., **18 oct. 2018**, n° 17-19.932 : JurisData
n° 2018-018172 (*Surendettement des particuliers*)..... **alerte 271** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. 1^{re} civ., **24 oct. 2018**, n° 16-16.743 : JurisData
n° 2018-018668 (*Contrats en cours*)..... **alerte 284** (n° 20 – 14 déc.)

Novembre

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-22.195 (*Déclaration de créance*)..... **alerte 273** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-22.194 : JurisData
n° 2018-019568 (*Déclaration de créance*)..... **alerte 273** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-20.432 : JurisData
n° 2018-019870 (*Créanciers antérieurs - Déclaration notariée d'insaisissabilité*)..... **alerte 275** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-20.478 : JurisData
n° 2018-019678 (*Revendications*)..... **alerte 279** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-18.661 (*Faillite personnelle*)..... **alerte 282** (n° 19 – 29 nov.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 16-25.860 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 289** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-24.233 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 290** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 15-28.802 (*Responsabilités*)... **alerte 292** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. crim., **7 nov. 2018**, n° 17-85.773 : JurisData
n° 2018-019613 (*Sanctions pénales*)..... **alerte 293** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-20.798 (*Voies de recours*)..... **alerte 294** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **7 nov. 2018**, n° 17-16.176 : JurisData
n° 2018-019664 (*Voies de recours*)..... **alerte 295** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-11.306 (*Déclaration des créances*)..... **alerte 286** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-18.978 : JurisData
n° 2018-021291 (*Déclaration des créances*)..... **alerte 287** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-18.306 : JurisData
n° 2018-020806 (*Sort des créanciers*)..... **alerte 288** (n° 20 – 14 déc.)

Cass. com., **21 nov. 2018**, n° 17-19.479 (*Responsabilités*)..... **alerte 291** (n° 20 – 14 déc.)

2017

Décembre

CE, **20 déc. 2017**, n° 403267 : JurisData n° 2017-025994 (*Liquidation judiciaire - Dessaisissement*)... **alerte 27** (n° 2 – 26 janv.)

2017

Décembre

- PE et Cons. UE, dir. n° 2017/2399/UE, **12 déc. 2017**, modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne le rang des instruments de dette non garantie dans la hiérarchie en cas d'insolvabilité : JOUE, n° L 345, 27 déc. 2017, p. 96 (*Procédure de résolution*) **alerte 34 (n° 3 – 8 févr.)**
- D. n° 2017-1698, **15 déc. 2017**, portant diverses mesures relatives à la procédure suivie devant le conseil de prud'hommes : JO 17 déc. 2017 (*Salariés*) **alerte 8 (n° 1 – 15 janv.)**
- D. n° 2017-1702, **15 déc. 2017**, relatif à la procédure de précision des motifs énoncés dans la lettre de licenciement : JO 17 déc. 2017 (*Salariés*) **alerte 8 (n° 1 – 15 janv.)**
- D. n° 2017-1702, **15 déc. 2017**, relatif à la procédure de précision des motifs énoncés dans la lettre de licenciement : JO 17 déc. 2017, texte n° 28 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**
- D. n° 2017-1724, **20 déc. 2017**, relatif à la mise en œuvre des ruptures d'un commun accord dans le cadre d'un accord collectif : JO 22 déc. 2017, texte n° 69 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**
- Ord. n° 2017-1718, **20 déc. 2017**, visant à compléter et mettre en cohérence les dispositions prises en application de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social : JO 21 déc. 2017, texte n° 46 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**
- D. n° 2017-1723, **20 déc. 2017**, relatif à l'autorité administrative compétente pour valider l'accord collectif portant rupture conventionnelle collective : JO 22 déc. 2017, texte n° 68 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**
- D. n° 2017-1725, **21 déc. 2017**, relatif à la procédure de reclassement interne sur le territoire national en cas de licenciements pour motif économique : JO 22 déc. 2017, texte n° 70 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**
- D. n° 2017-1819, **29 déc. 2017**, relatif au comité social et économique : JO 30 déc. 2017, texte n° 82 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**
- D. n° 2017-1820, **29 déc. 2017**, établissant des modèles types de lettres de notification de licenciement : JO 30 déc. 2017, texte n° 83 (*Salariés*) **alerte 40 (n° 3 – 8 févr.)**

2018

Janvier

- D. n° 2018-11, **8 janv. 2018**, relatif aux modalités d'exercice de l'action en relevé de forclusion ouverte aux créanciers d'un syndicat des copropriétaires en difficulté placé sous administration provisoire et portant diverses modifications de la procédure d'administration provisoire : JO 10 janv. 2018, texte n° 8 (*Copropriété en difficulté - Relevé de forclusion*) **alerte 24 (n° 2 – 26 janv.)**

Février

- D. n° 2018-129, **23 févr. 2018** : JO 25 févr. 2018, texte n° 5 (*Professions*) **alerte 95 (n° 7 – 6 avr.)**
- A., **27 févr. 2018**, fixant les tarifs réglementés applicables aux administrateurs judiciaires, commissaires à l'exécution du plan, mandataires judiciaires et aux liquidateurs : JO 28 févr. 2018, texte n° 32 (*Organes*) **alerte 77 (n° 6 – 23 mars)**

Mars

- D. n° 2018-200, **23 mars 2018** : JO 25 mars 2018, texte 15 (*Professions*) **alerte 94 (n° 7 – 6 avr.)**
- L. n° 2018-217, **29 mars 2018**, ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social : JO 31 mars 2018 (*Salariés*) **alerte 125 (n° 9 – 14 mai)**

Juillet

- A., **2 juill. 2018**, portant approbation des règles professionnelles établies par le Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires : JO 25 juill. 2018, texte n° 16 (*Organes*) **alerte 199 (n° 14 – 14 sept.)**
- régl. (UE) n° 2018/946, **4 juill. 2018** : JOUE n° L 171, 6 juill. 2018, p. 1 (*Législation*) **alerte 260 (n° 18 – 16 nov.)**
- D. n° 2018-664, **27 juill. 2018**, relatif à la formation initiale et continue des juges des tribunaux de commerce : JO 29 juill. 2018, texte n° 10 (*Organes*) **alerte 200 (n° 14 – 14 sept.)**

Septembre

- L. n° 2018-771, **5 sept. 2018**, pour la liberté de choisir son avenir professionnel : JO 6 sept. 2018, texte n° 1 (*Rebond du chef d'entreprise*) **alerte 216 (n° 15 – 28 sept.)**
- L. n° 2018-771, **5 sept. 2018**, pour la liberté de choisir son avenir professionnel : JO 6 sept. 2018, texte n° 1 (*Liquidation judiciaire - Contrat d'apprentissage*) **alerte 217 (n° 15 – 28 sept.)**

Novembre

- L. n° 2018-1021, **23 nov. 2018**, portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite ELAN : JO 24 nov. 2018, texte n° 1 (*Mesures de traitement*) **alerte 283 (n° 20 – 14 déc.)**

© LexisNexis SA 2018

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles figurant dans cette revue sont formellement interdits "